



Fanny Gallot, *En découdre : comment les ouvrières ont révolutionné le travail et la société*, Paris, La Découverte, 2015, 282 p., ISBN 978-2-7071-8241-8

Vincent Gay

DANS **REVUE D'HISTOIRE MODERNE & CONTEMPORAINE** 2017/2 n° 64-2 , PAGES 242 À 244
ÉDITIONS **BELIN**

ISSN 0048-8003

ISBN 9782410008630

DOI 10.3917/rhmc.642.0242

Date de mise en ligne : 21/09/2017

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-d-histoire-moderne-et-contemporaine-2017-2-page-242?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Belin.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Comptes rendus

MICHELA BARBOT, LUIGI LORENZETTI,

LUCA MOCARELLI (ÉD.),

Property Rights and their Violations. Expropriations and Confiscations, 16th-20th centuries,

Berne, Peter Lang, 2012, 322 p.,

ISBN 978-3-03-430668-3

Cet ouvrage collectif reprend seize contributions d'un colloque tenu en 2010. L'introduction, synthétique et très claire, envisage la diversité des régimes de propriété non pas pour en proposer une définition positive, mais sous l'angle de leur négation. Sont en

effet examinés des cas d'expropriation, au sens où il s'agit d'appropriation de biens privés par la puissance publique. Les confiscations, qui sanctionnent la faute pénale d'un individu, sont elles aussi explicitement envisagées, mais restent cependant très minoritaires dans les présentations et peu analysées. Refusant tout schéma simpliste, le livre s'inscrit dans une tendance historiographique qui cherche à complexifier la description canonique d'une marche vers la propriété individuelle absolue que la Révolution française aurait sacralisée, et conteste l'idée du passage d'un régime placé sous le signe de la multiplicité, du feuilletage et de la propriété dissociée, à un régime binaire distinguant uniquement le propriétaire du non-propriétaire. Depuis la parution de ce livre, la bibliographie s'est d'ailleurs nettement enrichie sur ces thématiques. Il en résulte cependant un aspect d'éclatement qui ne facilite pas la synthèse.

Dans la grande majorité des cas, les atteintes portées à l'ordre propriétaire sont justifiées par le bien commun. C'est ici la rhétorique fondant le droit d'intervention que s'arroge la puissance publique (Cité, État, etc.), soit pour la construction d'équipements utiles à tous – bureaux pour loger les administrations (C. Conforti et F. Funis pour la Florence du XVI^e siècle), chemin de fer, etc. (N. Ridolfi pour les Abruzzes) – soit pour le châtement d'un coupable. A. Monti retrace rapidement l'évolution de cette confiscation judiciaire dans le droit d'Ancien Régime, en soulignant que les difficultés principales proviennent moins des droits du coupable lui-même que de ceux de ses ayants-droit, à commencer par ses enfants et sa femme. Reste que l'étendue réelle des confiscations pratiquées sur les condamnés, de même que le traitement par la justice de la solidarité des proches, ne font l'objet d'aucun article spécifique. L'inquisition espagnole n'est pourtant pas avare de ces procédures, minutieusement étudiées, de même que la justice anglaise, lorsqu'elle se penche sur le sort des riches catholiques. On pourra également regretter l'absence de contribution sur la saisie des biens des faillis par leurs créanciers privés (ou même par le fisc), procédures qui existent partout et sont repérables dans les archives. C'est bien par une saisie consécutive à une banqueroute que le Palazzo Marino entame une longue carrière dans les archives publiques milanaïses (M. Forni).

Le discours proclamé de l'utilité collective de la cité est fréquemment articulé à des buts politiques plus ou moins clairement explicités, qui visent généralement la réorganisation du corps social: l'Italie fasciste contre les juifs, la Révolution contre les nobles émigrés, le royaume de Naples du XIX^e siècle contre les barons pour conforter une classe paysanne favorable au régime (P. Nardone). La prédominance de ces projets politiques n'exclut pas les contingences liées aux nécessités immédiates, le ravitaillement des troupes en guerre par exemple (F. Delleaux). Comme le montre l'exemple de la banque d'Italie dans la Libye postcoloniale, dont le statut privé ou public est minutieusement discuté (D. Strangio), les expropriations interrogent le périmètre et la définition de la communauté concernée, de même que sa capacité à tenir différentes catégories de biens.

De ces contributions se dégage l'impression d'un grand respect des pouvoirs publics de la période moderne envers les propriétés des particuliers, qu'ils hésitent à saisir de manière autoritaire. L'introduction de l'ouvrage souligne que ce paradoxe révèle la capacité d'un système de propriété « partagée » à préserver les biens des particuliers. À Trieste, au XVII^e siècle, l'empereur prend son temps et accepte de payer fort cher des marais salants que leurs propriétaires cèdent, dans l'idée de consolider la position du patriciat face à la monarchie sur la question, localement cruciale, de la commercialisation du vin (D. Andreozzi). La propension à la négociation – le pouvoir trouve toujours des interlocuteurs – se traduit concrètement par des méthodes d'évaluation des indemnités favorables aux expropriés. Si l'introduction insiste sur le caractère central de ce processus pour qualifier la légitimité des expropriations, ces divers procédés sont peu détaillés dans les contributions et souvent relégués dans les notes de bas de page. Or ils ont en commun de chercher à déterminer la valeur de la chose (ses matériaux, sa valeur économique) à un moment donné, et son revenu potentiel (souvent son rapport locatif). Le choix de la méthode donne donc rarement le sentiment d'opposer un arbitraire ancien à des procédés contemporains plus rationnels. À Rome, sous Alexandre VII (1655-1667), c'est le calcul le plus favorable à l'exproprié qui est retenu (M.G. D'Amelio). Inversement, dans le Brésil de la fin du XIX^e siècle, l'achat public de propriétés complexes s'effectue finalement auprès des seuls possesseurs de titres écrits, alors qu'il existe une multitude d'autres intéressés légaux (M. Pedroza). De manière générale, les différents procédés laissent place à de multiples recours judiciaires et, de fait, la voie contentieuse s'avère finalement plus coûteuse que le simple achat de gré à gré par l'administration, comme le montre N. Krautberger dans le cas des Alpes. La puissance publique ne saurait en fait acheter à un « prix de marché » puisque, par sa décision d'achat, elle rompt brusquement l'équilibre des échanges.

Après l'adoption des codes civils du début du XIX^e siècle, la formalisation des nombreuses procédures d'expropriation collective est certes plus poussée. Brutales sous des régimes dictatoriaux (M. Viganò sur les biens des juifs italiens), elles sont évidemment plus respectueuses dans les régimes républicains ou libéraux comme l'Italie des lendemains du Risorgimento ou la III^e République. Les colonies présentent cependant des nuances significatives, qu'illustre la confiscation des biens des tribus arabes révoltées d'Algérie. L'époque moderne n'a pourtant pas ignoré ces opérations de grande ampleur que le livre méconnaît. En France, la régie des biens des protestants fugitifs, après la révocation de l'édit de Nantes, les soustrait pour partie à l'appropriation privée sans pour autant les réunir au domaine public. L'intervention de la puissance publique ou de la justice contribue à multiplier les états possibles de la propriété.

Nicolas LYON-CAEN
IHMC-CNRS, UMR 8066

GILBERT BUTI, PHILIPPE HRODĚJ (ÉD.),
Histoire des pirates et des corsaires
de l'Antiquité à nos jours,
Paris, CNRS éditions, 2016, 605 p.,
ISBN 978-2-271-08999-1

Les cours de récréation ne sont pas les seules à se trouver saisies par la « mode pirate ». Après les premiers travaux de M. Rediker dans les années 1980, l'historiographie s'est emparée du thème avec une sorte de frénésie depuis moins de dix ans en remettant sérieusement en cause l'utopie « libertaire et égalitariste entre les frères de sang ». Le livre dirigé par Gilbert Buti et Philippe Hroděj participe à

cette floraison, tout en s'en distinguant. Après avoir mené de belle manière la publication d'un *Dictionnaire des pirates et des corsaires* chez le même éditeur (2013), ils proposent ici une vaste synthèse qui tout en se démarquant clairement, elle aussi, des présupposés idéologiques de M. Rediker et de «l'école de Pittsburgh», affiche une ambition plus large. Elle embrasse une chronologie balayant plus de 25 siècles et une géographie mondialisée où se côtoient l'histoire, le droit et l'archéologie. L'ouvrage, foisonnant et très riche, constitue un véritable instrument de travail grâce à une très vaste bibliographie (p. 527-570), un glossaire, plusieurs index et un cahier d'illustrations souvent inédites.

Parmi les aspects communs que peut rassembler cette ample thématique, on retiendra d'abord la question très délicate – et régulièrement abordée – de la définition. Au-delà de la distinction classique qu'annoncent les directeurs dans la préface entre des pirates, qui agiraient de leur propre gré et pour leur seul enrichissement, et des corsaires qui prendraient la mer munis de lettres de marque délivrées par la puissance souveraine, les diverses contributions soulignent la complexité des appellations, à la fois parce que les désignations apparaissent (au milieu du III^e siècle avant notre ère) ou disparaissent au gré des périodes (*piratus* revient dans les textes médiévaux seulement au XV^e siècle), ou parce que parfois les deux fonctions sont liées (telle la *corsopiraterie* en Méditerranée orientale), mais plus encore parce que le pirate se trouve ainsi nommé le plus souvent par les victimes. Engagé dans une sorte «de violence privée qui manque au droit» (P. Arnaud), il est selon les cas et les moments : un barbare (les Tyrrhéniens), un suppôt du diable (les Vikings), l'ennemi de tous (les sous-marinières allemands pendant la Première Guerre mondiale). Autant de désignations souvent subjectives qui subsistent aujourd'hui, même si les deux termes de corsaire et de pirate peuvent s'apparenter aux autres noms de l'aventure (J.-B. Bruneau).

Les lieux d'opération sont une autre constante qui obéit souvent à des considérations géographiques : la topographie insulaire, les estuaires, les détroits dessinent un atlas où figurent une bonne partie de la Méditerranée (les Cyclades), la Manche ou la mer du Nord, les Caraïbes, la côte de Malabar, le détroit de Malacca, le golfe Arabo-persique. Bien entendu, la périodisation peut un temps favoriser telle ou telle région. Les Antilles eurent leur heure de gloire dans la seconde moitié du XVII^e siècle, la mer du Nord plutôt au XVI^e, le Golfe et la Guinée à la fin du XX^e siècle, etc. Car si les périodes de conflits ont par nature développé la course jusqu'à son interdiction par la déclaration de Paris de 1856, les variations chronologiques de la piraterie dépendent très souvent de conditions économiques pourtant contradictoires. La piraterie peut en effet constituer une ressource complémentaire dans des situations de pauvreté et de crise, mais aussi bien être encouragée par la multiplication des échanges maritimes florissants. L'État – l'un des personnages majeurs de ce livre – a pu à son tour jouer un rôle ambigu dans l'essor ou le recul de ces activités prédatrices. D'une part, la faiblesse de l'armature étatique à certains moments a encouragé l'essor de la piraterie (l'affaiblissement de Byzance et l'accroissement de la piraterie musulmane, celui de l'empire ottoman ou de la Perse qâdjâr dans le golfe Arabo-persique au XIX^e siècle, ou encore le recul de la puissance soviétique dans l'océan Indien). D'autre part, les États ont pu encourager «la forbanerie» en en faisant un instrument de substitution (Élisabeth I^{re} avec les *Sea Dogs*, les Orange avec les «gueux de mer»). Mais le rôle de l'État se retrouve encore dans la lutte menée contre les exactions nombreuses, moins d'ailleurs à l'encontre des prises en mer

(le plus souvent réalisées sans combat, et pour lesquelles il perçoit une part) que pour favoriser la protection des populations littorales victimes de razzias répétées, véritables saignées démographiques. Certaines villes de Calabre ont ainsi perdu de 40 à 80% de leur population entre 1530 et 1570. La construction de tours, en Chine comme en Méditerranée, la destruction des bases pirates, en Corée ou dans le Golfe, les accords internationaux pour extirper le phénomène (dès 348 avant notre ère entre Rome et Carthage, et jusqu'à la fin du XX^e siècle contre la Somalie) demeurent des constantes qui structurent cette très longue histoire.

Plusieurs des articles autorisent pourtant la découverte de différences notables. La motivation religieuse en est un bon exemple. Si le *corso* maltais aux temps modernes a pu s'apparenter à « une rapine sous couvert de religion » (M. Fontenay) sans pour autant exclure cette motivation, la piraterie musulmane ne fut pas toujours étrangère au *jihad*, et dans le golfe Arabo-persique les Kawasims du XIX^e siècle entendaient bien lutter aussi contre les infidèles. La flibuste caraïbe des XVI^e et XVII^e siècles, animée par des protestants anglais ou français, s'attaquait aux navires des papistes ibériques non sans arrière-pensée confessionnelle. La diversité sociale des acteurs constitue un autre élément de disparité. Quoi de commun entre les « peuples » pirates, Naxiens de la mer Égée, Ciliciens d'Anatolie, prédateurs de la mer d'Oman, les trajectoires individuelles regroupant bien sûr des marginaux (déserteurs, nègres marrons) mais plus encore des nobles (Pierre des Comptes au XVI^e siècle), des marchands ou des pêcheurs parfaitement intégrés au tissu social, et les communautés de pirates hétérogènes, durables et éphémères à l'exemple des fameux frères de la Côte dans les Caraïbes? On aurait d'ailleurs souhaité des développements plus précis sur la diversité des réalités sociales de ces groupes ainsi que sur le poids réel et les formes de redistribution de cette économie de la rançon aux informations trop diluées (certains travaux d'A. Lespagnol auraient pu être évoqués plus clairement). Culturellement, si l'opprobre pouvait atteindre les écumeurs des mers en Occident avant que François l'Olonais ou Surcouf ne deviennent des héros pour certains, il n'en allait pas de même en Asie, où nulle honte n'y était attachée.

Ces quelques notations synthétiques n'épuisent pas, loin s'en faut, l'abondante matière de cette recherche qui pourtant égare parfois le lecteur en raison de l'extrême fragmentation du matériau exposé. Si le choix chronologique se comprend parfaitement et permet quelques belles mises au point, spécialement les pages consacrées à l'Antiquité gréco-romaine, au « laboratoire méditerranéen » de la première modernité ou à « la piraterie en Asie orientale », l'esprit de synthèse n'est pas toujours au rendez-vous. La dispersion géographique, surtout lorsqu'est abordée la période contemporaine, induit des exposés très inégaux, parfois répétitifs, qui hésitent fréquemment dans les dénominations à utiliser pour désigner ces navigateurs si particuliers et en même temps si communs dans leurs manières de combattre et d'exister. L'absence de conclusions à la fin de chaque grande partie accentue cette impression de morcellement. Mais devant la complexité et l'ambition de l'entreprise, pouvait-on faire autrement? C'est au lecteur de le dire.

Alain CABANTOUS

IHMC, Université Paris 1-Panthéon-Sorbonne

MARGARETTE LINCOLN,

British Pirates and Society, 1680-1730,

Farnham, Ashgate, 2014, 271 p.,

ISBN 978-1-472-42993-3

En couverture, sur fond rouge, se profile le visage d'Edward Teach, alias Barbe Noire : un livre de plus sur ce sujet ? Le choix de traiter de la piraterie comme partie intégrante de la société britan-

nique s'avère certes plutôt heureux. L'auteur s'attache en réalité à étudier l'unique point de rencontre entre les forbans et le reste de la population : leur fin de carrière, à savoir l'emprisonnement, le jugement et bien souvent l'exécution.

On apprend donc beaucoup sur les conditions d'incarcération à Londres, dans la prison de Marshalsea (au sud de la Tamise) ou dans celle de Newgate (dans la City). Des prisons surchargées, tant l'endettement, même minime, suffit pour s'y retrouver ; de quoi former une armée de 20 000 hommes durant la guerre de Succession d'Espagne (1702-1703), selon les pétitions de l'époque. Cette promiscuité favorise la *gaol-fever* (le typhus) et les prisonniers peuvent mourir avant le procès, qui a lieu en général dans les deux mois. On imagine que ces hôtes venus du bout du monde font sensation, en particulier lorsqu'on les mène au tribunal du Old Bailey, près de la cathédrale Saint-Paul, ou au lieu de supplice à Execution Dock. C'est devant le premier que l'on établit la culpabilité de l'accusé, essentiellement en déterminant si le marin était volontairement devenu forban, ou s'il avait été embarqué de force. Le second donne lieu à un spectacle qui se veut pédagogique et dissuasif. La religion est bien présente, le repentir attendu, la mort très lente : l'agonie due à une corde trop courte, calculée de façon à ce que la marée recouvre le corps en guise de purification, occasionne une gesticulation, ou gigue du pendu (appelée la *Marshal's dance*), qui peut durer une demi-heure. Cet affreux détail montre à quel point cette cérémonie est suivie par un public auquel il arrive d'éprouver de la sympathie envers le coupable.

Jusqu'en 1700, les pirates sont jugés et condamnés à Londres. Par la suite, les vice-amirautés reçoivent un agrément pour procéder directement à la besogne, de quoi trouver des documents dans les gazettes de Boston, Charleston, Williamsburg, Nassau ou la Jamaïque. Mais la plupart des 400 ou 500 forbans exécutés entre 1716 et 1726, le fameux âge d'or de la piraterie, l'ont été à Londres selon l'auteur qui reprend P. Linebaugh (*The London Hanged*, 1991). La France, qui se hisse sans difficulté au second rang pour le nombre de pirates, est laissée de côté, c'est dommage. L'amnistie que cultivait soigneusement la monarchie absolue était finalement une solution très contemporaine. Bien entendu, ce laxisme teinté de lucre (les pirates étaient souvent amnistiés à condition de cesser leurs déprédations et de venir dépenser leur argent dans les colonies françaises) est répréhensible aux yeux des Britanniques qui accusent Louis XIV de soutenir les pirates sur mer, tout comme il soutient les *Rapparees* (combattants irlandais) sur terre (p. 60). Il est aisé pour les autorités d'orienter les procès. Il arrive aussi que l'innocence finisse par éclater, trop tardivement dans le cas suivant : le troisième chapitre, traitant de la loi s'appliquant au fait pirate, détaille le procès du capitaine anglais Green, de son second et de son canonnier, suspectés à tort d'avoir fait disparaître un bâtiment négrier écossais et exécutés en 1705 à Édimbourg. La pression de l'opinion publique semble avoir été déterminante, liée aux déboires éprouvés dans le Darien (Panama) par les Écossais mais aussi à la situation économique rendant inéluctable l'union avec l'Angleterre.

La loi est-elle un garde-fou contre les dérives ? Le problème, réactualisé depuis deux décennies, est surtout de savoir qui peut capturer des forbans et dans quelle zone. Face à la liberté des mers prônée par Grotius, les Britanniques s'appuient sur

le *Mare Clausum* de Selden et les traités de Welwood incluant en quelque sorte les mers bordières dans leur empire (la Manche par exemple, Calais serait bien une frontière). Ainsi les frégates de la Navy peuvent intervenir sur tous les océans de Terre-Neuve à la mer Rouge et rétablir la liberté de naviguer. Tout comme dans l'océan Indien récemment, cet interventionnisme a permis d'accroître la puissance maritime des chasseurs de pirates (Navy, *indiamen* de l'East India Company) en même temps que d'arrondir les bénéfices des compagnies d'assurances (la Lloyd's Coffee House), ce que montre parfaitement Margarett Lincoln.

Au chapitre IV, c'est la relation entre proie et prédateur qui est abordée, marchand et pirate. Durant les guerres de la Ligue d'Augsbourg puis de Succession d'Espagne, le commerce anglais a beaucoup souffert de la course française. Après Utrecht, les forbans prennent en quelque sorte le relais. C'est d'autant plus insupportable que les cargaisons sont écoulées auprès des ennemis d'hier, Espagnols et Français, mais aussi par le biais de *traders* nord-américains qui trafiquent dans les eaux malgaches. Les prouesses de certains dans les eaux de la mer Rouge (Avery, Tew, Kidd) ont coûté fort cher à l'EIC, tant la colère des Moghols s'est traduite par des mesures de rétorsion. Cependant, il fait beau clamer la défense de l'honnêteté de la part de gens qui n'ont assurément pas peur de se livrer à des échanges interlopes. Et puis le XVIII^e siècle, après 1713, semble enfin se tourner vers une longue période de paix, à quoi bon pardonner ? Un Henry Mainwaring († 1653) ou un Henry Morgan († 1688) pouvaient être utiles, même un William Dampier par ses récits et ses cartes marines pouvait se racheter. Désormais, le commerce se suffit à lui-même, se passant de ces aventuriers. L'économie de plantation demande une stabilité qui ne souffre plus la piraterie. Celle-ci n'a plus de place que dans les romans.

C'est cette représentation et l'édification du mythe que montre l'auteur non sans faire un détour par le pirate et sa famille. Certains forbans avaient femme et enfants, d'autres des maîtresses, quand les pirates n'étaient pas des femmes se travestissant vaguement. Mais tout cela est ténu. Hors Mary Read et Anne Bonny, quelles autres femmes ? Quelques pirates disent être mariés, de quoi verser une larme pour attendrir le jury. Le dossier familial (chapitre VII) est bien mince dans tout ceci, d'autant qu'un pirate se doit de demeurer le plus discret possible. En définitive, le sujet est bien mené, étayé pour l'essentiel par une bibliographie en langue uniquement anglaise et la lecture de la presse (mais vraiment peu d'archives). Cet ouvrage est construit sur le mode d'une réflexion qui n'apporte donc pas une moisson de renseignements nouveaux.

Philippe HRODÉ
CERHIO UMR 5862-Université de Bretagne-Sud, Lorient

NICOLAS TERRIEN,

*Des patriotes sans patrie. Histoire des corsaires
insurgés de l'Amérique espagnole (1810-1825),*

Mordelles, Les Perséides, 2015, 381 p.,

ISBN 978-2-37125-011-6

Cet ouvrage s'inscrit dans le cadre d'une thèse en préparation : « Prédation maritime et révolutions atlantiques. Une histoire sociale entre Europe et Amérique (1793-1823) ». Un sujet passionnant et fondamental mais particulièrement méconnu en France, du fait d'une certaine pauvreté de l'historiographie française sur les guerres d'indépendance de l'Amérique latine (à l'exception des articles de C. Thibaud). L'angle choisi est celui de la course et plus généralement de l'aspect maritime qui entoure ces conflits. Il s'agit de dépasser la simple galerie de portraits

des corsaires (et pirates) français épinglés dès lors que l'on bat le rappel des gloires maritimes de l'époque : Louis Aury et bien entendu Jean Lafitte.

La date de 1810 est annoncée comme point de départ, mais c'est bien plus tôt que se situent les racines de cette course sans laquelle, comme le démontre l'auteur, bien des États d'Amérique du Sud et centrale n'auraient pu naître : la graisse indispensable au bon fonctionnement des rouages, la manne aussi permettant d'entretenir des armées à terre sans oublier le ravitaillement et les opérations amphibies. Ces racines remontent à la flibuste du XVII^e siècle dans les eaux caraïbes, puis à la piraterie qui perdure jusqu'à la fin des années 1720. L'habitude d'ignorer les interdits et de jouer sur la corruption engendrée par le besoin des colons favorise par la suite le développement de l'interlope. Tout le monde trafique, des *Yankees* du Rhode Island ou du Massachusetts aux nations européennes des Antilles. Les contrebandiers d'hier forment les corsaires insurgés de la première guerre d'Indépendance américaine. L'US Navy naît à partir de frégates corsaires. Il en sera de même pour la plupart des marines sud-américaines. L'auteur cite Beaumarchais selon lequel l'homme « aime souvent mieux se faire corsaire que de devenir esclave ». Mais ses activités en matière de vente d'armes montrent que l'idéal se doit d'être concret pour vaincre. L'empire espagnol d'Amérique protège depuis des décennies les forbans ou *ladrones* qu'il avait combattus au siècle précédent. Enfin, les guerres révolutionnaires en France sont l'occasion d'une renaissance de la course, particulièrement en Guadeloupe, qui laisse aussi des traces.

Il n'est pas étonnant que ce soit dans la mer des Antilles que tout recommence, et que les aventuriers de toutes nations se retrouvent, prenant le parti du plus faible pour piller le plus fort avec des variantes qui rendent la lecture peu aisée : les frères Lafitte ont été les espions de l'Espagne. Par ailleurs, le conflit nord-américain clos après la guerre de 1812, les États-Unis, le Royaume-Uni puis la France jouent leurs cartes du mieux qu'ils peuvent, par la déstabilisation principalement : la course est aussi un élément de chantage.

Nicolas Terrien a su débrouiller l'écheveau de fort belle façon, s'appuyant sur une masse impressionnante d'archives à Séville comme à la Courneuve (archives des Affaires étrangères) sans omettre les gazettes et les mémoires. C'est très logiquement qu'il parle de « continuité historique, humaine, stratégique, politique et économique » à propos de ces corsaires insurgés. Les puissances ibériques ont de tout temps été des nations corsaires. Course ou contre-course, l'important est de distinguer la course de la piraterie, d'appréhender l'arsenal législatif que se donne l'Espagne et son évolution mais également celui des États insurgés comme la Nouvelle-Grenade (Colombie), le Rio de la Plata (Argentine) ou la Nouvelle-Espagne (Mexique).

Le statut des prisonniers est présenté à la fin du chapitre 6. Le cadre juridique à peu près fixé (que vaut une lettre de marque octroyée par un gouvernement insurgé ?), les hommes – les principaux comme Brión, Aury ou Almeyda, mais aussi les équipages –, la discipline qui les lie, les navires qu'ils montent font l'objet du deuxième chapitre. Les réseaux qui s'établissent pour armer, avitailler les corsaires, liquider les cargaisons dans des bases à la durée de vie très variable (Amelia, Galveston, Barataria, Providencia, Margarita ou Angostura), les tribunaux des prises qui président à ces liquidations, les agents postés dans la plupart des ports nord-américains sont étudiés au chapitre suivant.

La monarchie espagnole peine à réagir, vu l'état d'amenuisement dans lequel se trouve sa marine. Elle recourt à la course voire à la piraterie, principalement depuis La Havane, entretient des espions (chapitre 4) – soit une guerre de corsaires dans

cette Méditerranée antillaise, un jeu de stratégie où l'acquisition ou la destruction de bases rapporte des points, le tout sous l'étroite surveillance des Européens et des Nord-Américains qui entendent s'approprier le golfe du Mexique et élargir leur zone d'influence sur les Antilles et au-delà. Bien entendu, Haïti, émancipée, joue sa propre carte (chapitre 5). « L'expérience a démontré l'utilité des corsaires, particulièrement dans notre lutte contre l'Espagne », écrit Simón Bolívar en 1819. Les corsaires insurgés mènent une guerre économique qui cause de lourds dégâts à la marine de commerce espagnole. L'auteur parle avec raison d'un transfert de richesses en faveur de la Révolution, comme toujours. La corso-piraterie huguenote avait déjà ce rôle au moment des guerres de religion en France. De la même façon, l'appui maritime est obligatoire lors des opérations terrestres ainsi que le renseignement. Certains corsaires se sont mués en diplomates. Indispensables mais appelés à disparaître ou du moins se convertir, les corsaires ont permis à ce grand mouvement d'indépendances de survivre avant que de toucher la victoire.

Philippe HRODËJ

CERHIO UMR 5862-Université de Bretagne-Sud, Lorient

**DELPHINE DIAZ, JEANNE MOISAND,
ROMY SÁNCHEZ, JUAN LUIS SIMAL (ÉD.),**
*Exils entre les deux mondes. Migrations
et espaces politiques atlantiques au XIX^e siècle,*
Mordelles, Les Perséides, 2015, 295 p.,
ISBN 978-2-37125-010-9

L'histoire des migrations connaît depuis plusieurs années un profond renouvellement grâce à l'apport des méthodes et des approches de l'histoire connectée ou transnationale. C'est ainsi que les éditeurs de ce colloque organisé à la Casa de Velázquez en 2012 inscrivent dès

l'introduction leur démarche dans une « histoire transnationale du politique » au XIX^e siècle, à travers le prisme d'un objet longtemps marginal dans le champ si vaste de l'histoire des migrations, celui de l'exil. Dans la lignée d'une nouvelle historiographie de l'exil, ce livre ambitionne de présenter le rôle de médiateur joué par les exilés, ces « opérateurs privilégiés de la circulation des idées et des pratiques politiques » (p. 9) dans cet espace atlantique « révolutionnaire ». En effet, selon les auteurs, « l'exil constitue à la fois le vecteur et le symptôme de la reconstruction d'un espace politique commun et transnational entre les deux rives » (p. 11). Cette histoire transnationale de l'exil politique est le résultat du dialogue entre des chercheurs pour la plupart français et espagnols, dont les contributions – six en espagnol, six en français – sont présentées en trois parties d'égale ampleur.

La première regroupe quatre articles dont l'objet d'étude se situe au tournant des XVIII^e et XIX^e siècles. J. Pro étudie l'exil des partisans espagnols de Joseph Bonaparte après l'abdication de ce dernier en 1813, et interroge l'existence éphémère d'une identité commune à ces « *afrancesados* », à travers l'expérience d'un exil qui les conduit pour la plupart en France – ici, la dimension atlantique apparaît secondaire, comme le concède l'auteur. W. Bruyère-Ostells s'est intéressé aux circulations des officiers napoléoniens après 1815, dans cet « espace atlantico-méditerranéen "libéral" qui s'étend de la Grande-Colombie à la Grèce » (p. 52). Toutefois, la plupart des trajectoires suivies par ces officiers n'obéissent pas à des logiques de contrainte ou à des motivations politiques. *A contrario*, une analyse en termes d'exil semble tout à fait pertinente pour la proscription de quelques révolutionnaires du Rio de la Plata à destination des États-Unis en 1816, ces « ennemis de l'ordre » expulsés par le

Directeur suprême Juan Martín de Pueyrredón. À travers l'étude de ces circulations forcées entre les deux Amériques, G. Entin approfondit la réflexion théorique sur l'exil, dans sa dimension institutionnelle et politique, en interrogeant la légitimité d'un pouvoir à expulser des opposants plutôt qu'à les intégrer dans le jeu politique. En s'intéressant à l'exil des libéraux espagnols suite à l'arrivée sur le trône de Ferdinand VII, J.-L. Simal insiste pour sa part sur la flexibilité des identités de ces exilés qui, parce qu'ils dénoncent la politique réactionnaire du roi, voient leur patriotisme bousculé, au point pour certains de changer de nationalité et de se convertir à la cause indépendantiste américaine.

La deuxième partie s'articule autour de la rupture de 1848 et de ses échos révolutionnaires jusqu'au début des années 1870. R. Sánchez s'intéresse aux circulations d'Espagnols de l'île de Cuba, parmi lesquels figurent des réformistes libéraux et des annexionnistes, partisans d'un rattachement de l'île aux États-Unis d'Amérique, dans le contexte de ce que l'auteure appelle « un 1848 euro-américain » (p. 116) – ici aussi, l'usage du concept d'exil est « ambigu » (p. 120). F. Peyrou montre ensuite combien les circulations politiques dans l'espace atlantique ont accompagné l'émergence d'une culture politique libérale transnationale depuis les années 1830 ; culture à la diffusion de laquelle quelques exilés républicains espagnols ont pu contribuer, comme en témoigne l'activisme de José Paul y Angulo au sein de la colonie espagnole de Buenos Aires. J. Moisand s'intéresse également aux trajectoires complexes de quelques républicains radicaux français et espagnols au cours de la décennie 1868-1878. Dans les espaces méditerranéen et atlantique, ces exilés poursuivent leur activité militante et contribuent ainsi à la circulation des idées et des pratiques révolutionnaires. Enfin, A. Dupont étudie les carlistes en exil en Europe, cette « Internationale blanche » (p. 191) qui tisse ses réseaux depuis la France afin de préparer la reconquête du pouvoir en Espagne.

La troisième partie rassemble des contributions plus disparates. D. Diaz analyse les projets de déportation des réfugiés polonais de Prusse et d'Autriche vers les États-Unis dans les années 1830-1840. Si la plupart de ces projets échouent, c'est au prix d'un « second exil » vers l'Algérie, lorsque la France se résout à accueillir là ces réfugiés, suite à la mobilisation des comités polonophiles et des associations polonaises de France. C. Ferrera Cuesta étudie de son côté les carrières de deux hommes de lettres espagnols à Buenos Aires à la fin du XIX^e siècle. Cette contribution prolonge les analyses de F. Peyrou dans la mesure où ces deux écrivains – qui ne sont pas à proprement parler des exilés – s'intègrent parfaitement au sein de la colonie espagnole de la capitale argentine et défendent les valeurs de l'hispanité dans cette ville de plus en plus cosmopolite. E. Blumenthal montre, à travers l'étude des stratégies de publication en Amérique et en Europe des exilés Domingo Faustino Sarmiento, Juan Bautista Alberdi et Félix Frías, que l'exil peut être appréhendé aussi comme une étape majeure dans la construction d'une légitimité pour ces acteurs de la construction nationale en Argentine. L'ultime contribution, de S. Aprile, est l'occasion de rappeler *in fine* la dimension heuristique du croisement entre histoire de l'exil et histoire des migrations, à partir de l'étude des trajectoires de deux républicains français en Amérique. Ce bilan historiographique se clôt opportunément sur un appel à poursuivre des recherches collectives dans le sens d'une histoire comparée et transnationale des migrations.

Il ressort de ces lectures quelques points forts. L'intensité des circulations de ces exilés politiques au XIX^e siècle, quand bien même celles-ci peuvent échapper parfois

à l'attraction de l'Atlantique révolutionnaire, montre à l'évidence que l'étude des exils politiques offre un prisme très riche pour repenser l'histoire politique hors du cadre national ou européen. En outre, la question des processus d'identification et de leurs reconfigurations au gré de la circulation internationale des migrants nous semble particulièrement intéressante, et mériterait sans doute d'être approfondie. Si nombre de ces exilés ou, plus simplement, de ces migrants – car l'usage de la catégorie « exilé » peut s'avérer parfois délicat – circulent en « Euro-Amérique », on pourra regretter toutefois que l'espace lusophone soit absent de ces analyses, en dépit de la présence de nombreux exilés français, espagnols ou hispano-américains au Portugal ou au Brésil au XIX^e siècle.

Sébastien ROZEAUX
Mondes américains-UMR 8168, EHESS

BORIS ADJEMIAN,

La fanfare du négus.

Les Arméniens en Éthiopie (XIX^e-XX^e siècles),

Paris, Éditions de l'EHESS, 2013, 351 p.,

ISBN 978-2-7132-2415-7

L'Éthiopie prend sa configuration contemporaine lors du règne du roi des rois Ménélik II (1889-1913) : la victoire qu'il remporte contre l'armée italienne à Adoua en 1896 contribue à la formation d'un État africain indépendant et à sa reconnaissance comme puissance souveraine par les Occidentaux. Ceux-ci, appelés par les Éthiopiens *färändj* (de Franc, désignant un étranger de type européen), sont rivaux auprès du gouvernement d'Addis Abäba pour préserver leurs intérêts géopolitiques. Pour qui n'a pas accès aux sources amhariques, langue administrative éthiopienne de la période sur laquelle se focalisent principalement les travaux de Boris Adjemian (de la seconde moitié du XIX^e siècle à la destitution de Haylä-Sellassé), les écrits de voyageurs et diplomates en langues européennes fournissent un matériau incontournable mais aussi biaisé : les Arméniens sont associés à des intermédiaires mercantiles ou à des entremetteurs dans les relations avec le gouvernement.

L'auteur entreprend de déconstruire, à partir de sources orales, cette représentation limitative des Arméniens, chargée des clichés dépréciateurs sur les « Levantins », et rend compte de l'importance que s'attribue la communauté arménienne d'Éthiopie dans la construction de la nation du pays d'accueil. Son point de départ est le recrutement d'une fanfare de quarante orphelins par le *ras* Täfäri en 1924, lors de sa tournée de promotion de l'Éthiopie, alors que celle-ci vient d'adhérer à la SDN.

La première partie de l'ouvrage montre comment, par la maîtrise progressive de secteurs-clés économiques, les Arméniens parviennent à occuper des places stratégiques dans l'édification d'une nation éthiopienne qui se consolide face aux colonisateurs. L'atout primordial des Arméniens tient dans la proximité des Églises éthiopienne et arménienne, toutes deux non chalcédoniennes et solidaires dans leur opposition au christianisme romain, suspecté d'impérialisme spirituel. Cette coopération religieuse est illustrée par les relations entretenues avec le patriarcat arménien de Jérusalem, qui envoie Dimothéos en ambassade en 1867. De plus, la communauté arménienne ne présente pas aux yeux des dirigeants éthiopiens d'aspérités menaçantes. Les marchands, artisans, techniciens qui s'implantent dans les villes éthiopiennes ne sont pas originaires des États qui se partagent la corne de l'Afrique aux dépens de l'Empire ottoman, dont ils sont d'ailleurs sujets. Les souverains instrumentalisent

leur savoir-faire dans la mise en scène du pouvoir. En 1906, Bédros Boyadjian reçoit le titre de photographe officiel de la cour d'Éthiopie et la responsabilité des portraits officiels qui sont diffusés à l'étranger, fonction qui est transmise ensuite à ses descendants (voir l'exposition de 2007 au musée du Jeu de Paume, à Paris, *Les Boyadjian. Photographes arméniens à la cour du Négus*). La présence de personnalités arméniennes sur les photographies aux côtés de l'empereur Ménélik, vigilant quant à son image, accrédite l'idée de la « nationalisation symbolique » des Arméniens, méritée pour leur « loyauté ».

La deuxième partie s'ouvre sur le récit d'Avédis Terzian, né en 1904. Le président du conseil de la communauté fait oralement la biographie de son père et des événements impliquant les Arméniens du règne de Ménélik. Cette période est consacrée comme un âge d'or dans la mémoire collective, et s'y meuvent des héros, dont Sarkis Terzian, le père du témoin. Réinventé par le mythe, présent aux moments cruciaux de l'histoire éthiopienne, par ses initiatives, les armes et technologies qu'il procure à l'Éthiopie, il est présenté comme un contributeur majeur à la puissance de l'empire. B. Adjemian confronte son matériau aux récits de contemporains et déconstruit en partie l'élaboration de la geste de Terzian, par exemple à propos de l'importation du premier rouleau-compresseur en 1904, qui se retrouve immédiatement hors d'usage. Le rôle qui lui est attribué dans l'introduction des premiers carafons *berellé à tädj* (hydromel) est aussi discuté. Un triptyque de pionniers est exposé, « image sanctificatrice du patriarche pèlerin » (selon les termes d'O.B. Bâ, *Exil et culture. Génocide ethnique, fractures, deuil et reconstruction identitaire*, 2009), ainsi que les limites et contradictions de leur représentation dans « l'autobiographie collective ». La cour impériale a recours à ces pères fondateurs, ce qui suscite en retour la protection du gouvernement. La proximité avec les hauts dignitaires est étayée par des anecdotes qui touchent à l'intime (l'impératrice découvre la chemise de nuit, des femmes de l'aristocratie se font teindre les cheveux), et la confiance dans le dévouement des artisans arméniens est manifeste dans la légende persistante de la confection du cercueil de Ménélik, dont la mort ne peut être annoncée pour la sécurité de l'État.

La transition avec la troisième partie se fait par l'épisode de la fanfare des quarante enfants, dont le chef d'orchestre Kévork Nalbandian est l'auteur de l'hymne national en vigueur jusqu'en 1974. Estimée à 200 membres au début du XX^e siècle, la communauté arménienne atteindrait 1 200 individus dans les années 1930, grossie de nouveaux arrivants, notamment de Syrie, dont les réfugiés des massacres d'Anatolie et, parmi eux, les enfants apprentis musiciens. Officiellement adoptés par le régent Täfäri, ils sont ensuite abandonnés à leur sort, mais leur souvenir opère la soudure entre les groupes d'immigrés d'origines différentes et donne son liant, dans le discours, à l'identité reconstruite.

L'ouvrage se termine par un questionnement identitaire, à partir du statut juridique des Arméniens d'Éthiopie, qui peuvent aussi bien recevoir la nationalité éthiopienne comme sujets fidèles de l'empereur, que chercher à devenir les « protégés » des légations européennes. Ils évoluent ainsi dans un « espace interstitiel », marge nécessaire à la survie de la communauté et de ses pratiques culturelles, tout en permettant son intégration au pays d'accueil, dans l'environnement protecteur duquel elle tend à se confondre, à la manière d'un caméléon. Cette troisième partie insiste sur « l'entre-deux », tant dans les avatars des attributions de nationalité qu'à travers la littérature. Significativement, les prêtres éthiopiens et arméniens célèbrent indistinctement baptêmes et funérailles des membres de la communauté.

L'identité arménienne, même diluée, persiste. Une galerie de personnalités le démontre, dont les actions, réelles ou symboliques, sont bienfaitantes pour la communauté. En contrepartie, ces ressources humaines sont instrumentalisées par le pouvoir afin de contribuer à « l'invention » d'une nation éthiopienne, celle qui s'affiche aux yeux des étrangers, au son de la fanfare. Les enquêtes orales qui constituent la clef de voûte de l'étude sont balisées. L'historien est conscient de l'interaction entre le témoin et l'enquêteur, tous deux devenant les acteurs d'un « réseau de loyautés groupales » (selon l'expression de R. Waintrater dans M. Rinn (éd.), *Témoignages sous influence. La vérité du sensible*, 2015).

B. Adjemian montre que ce « Grand Récit » promeut un projet de société arménienne idéalisée, aux contours souples qui épousent en partie l'identité éthiopienne. Si la mémoire collective arménienne semble avoir, dans le cas éthiopien, une fonction réparatrice, centrée sur l'hospitalité et l'amitié des rois et non sur le génocide, elle donne aussi accès au cœur des représentations de l'Éthiopie contemporaine en formation.

Benjamin VOLFF
INALCO, Paris

JULIEN LÉONARD (ÉD.),
*Prêtres et pasteurs. Les clergés à l'ère
des divisions confessionnelles (XVI^e-XVII^e siècles),*
Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016,
371 p., ISBN 978-2-7535-4905-0

Est-il possible de comparer les prêtres catholiques et les pasteurs protestants à l'époque des Réformes, voire de trouver des interactions entre eux ? Telle était la problématique du colloque tenu à Nancy en 2014, dont ce volume présente les

actes. Comme d'habitude dans ce genre d'ouvrage, la valeur des différentes communications est inégale et toutes ne vont pas dans le même sens, mais l'ensemble est très bien structuré et présenté. Le livre ouvre de nouvelles perspectives dans la mesure où plusieurs auteurs mettent au jour des parallélismes entre les clergés des deux Réformes, voire certains points de contact remarquables, non seulement en France mais aussi ailleurs en Europe et en Amérique du Nord.

Tel est le propos de Julien Léonard dans l'introduction, qui justifie de manière convaincante l'usage du pluriel « clergés » pour parler des « hommes de Dieu » appartenant aux deux confessions. À la suite de T. Wanegffelen, J. Léonard soutient que la Réforme, bien qu'elle insiste sur le sacerdoce universel des fidèles, a débouché sur la création d'un corps pastoral. Il revendique un « déclouonnement » des historiographies qui souvent sont trop enfermées dans leurs propres limites confessionnelles, et annonce des pistes de recherche qu'il faudra suivre dans l'avenir : affinement de la chronologie ; géographie et nature des processus de constitution des identités cléricales.

Lorsqu'on parle des rapports entre clergés, le lecteur pense immédiatement à l'apologétique. Les controverses ont des règles non écrites mais bien définies, comme le montre l'étude des mésaventures théologiques de Théophile Cassegrain, pasteur de Pont-de-Veyle, en Bourgogne, autour de 1600 (J. Foa). Cassegrain provoque les moqueries de ses rivaux au cours de défis réunissant plusieurs docteurs et évêques catholiques, car il enfreint une « grammaire du contact interclérical » qui veut que les antagonistes soient de rang social, de diplôme et de réputation équivalents. C. Thouin-Dieuvaide analyse les *Trois sermons faits en présence de Peres Capucins* de Pierre Du Moulin, prononcés à Sedan en 1640, dans le sillage de l'étude que B. Dompnier leur avait déjà consacrée. L'opposition avec les capucins ne se limite

pas aux contenus de la foi, mais s'étend aux aspects formels car Du Moulin prône une prédication rationnelle et simple, loin de la mise en scène et des effets sensoriels que les religieux utilisent.

Sur le plan géographique, on sait que les frontières confessionnelles se renforcent. P. Moulis oppose la situation des diocèses de Boulogne-sur-Mer, qui relève du roi de France, et de Saint-Omer, car le premier devient un refuge pour les protestants persécutés dans tous les Pays-Bas méridionaux. Cette proximité explique aussi, selon S. Dumortier, que le taux de prêtres qui se marient dans les diocèses de la France septentrionale soit légèrement supérieur au reste du pays, quoique toujours faible ; le catholicisme a su éviter l'effet déroutant qu'aurait pu avoir la proximité de pasteurs mariés. De même dans le Midi : Toulouse est une citadelle catholique entourée de huguenots ; toutefois, d'après E. Martinazzo, l'action des évêques toulousains, de certains auteurs d'ouvrages pieux et des missionnaires ne vise pas à la conversion des protestants, mais à la réforme du clergé catholique et à l'éducation de leurs ouailles au dogme tridentin. La recherche de D. Boisson sur les rapports entre les pasteurs et les prêtres en poste à Sancerre montre également que les archevêques de Bourges ne réalisent que peu d'efforts pour convertir les protestants de la ville. F. Meyer prouve que la division peut aussi s'installer dans un seul des deux camps : l'histoire de la province franciscaine de Bourgogne, publiée en 1619 par Jacques Fodéré, s'occupe beaucoup plus des divisions entre observants, conventuels et récollets que de donner une image d'unité confessionnelle face au défi réformateur, même si quelques couvents de l'ordre ont été détruits pendant les guerres de religion.

Or il existe des cas où le rapport entre prêtres et pasteurs ne peut être pensé seulement en termes de concurrence et d'éloignement, c'est là l'un des apports principaux de ce volume. L. Jalabert évoque la coexistence, réglée par la loi, des aumôniers catholiques et luthériens dans les armées de l'Empire, notamment celles des Cercles impériaux, où les soldats des deux confessions parcourent les territoires – catholiques ou protestants – et luttent coude à coude. N. Richard présente un cas également fascinant : lors de sa visite des six paroisses de Brandýs nad Labem en 1594, l'archevêque de Prague, Berka de Duba, constate que les recteurs mélangent des pratiques liturgiques et sacramentelles des deux confessions légalement reconnues en Bohême, catholique et hussite. Ignorance des normes tridentines ? Peut-être, mais l'historien a le droit de s'interroger sur la pression des fidèles des différentes paroisses pour le maintien des traditions locales, perçues souvent comme des privilèges politiques. A. Nojenhuis-Bescher reprend les échanges que le chanoine de Paris, Claude Joly, entame avec des pasteurs, voire avec un rabbin, lors de ses trois séjours dans les Provinces-Unies en 1646-1647. C. Roche expose les efforts des prédicateurs viennois de l'époque de Maximilien II pour éluder les questions polémiques et exalter une identité chrétienne qui estompe les différences entre les deux confessions. À travers cette « pastorale transconfessionnelle », ces clercs entendent soutenir l'empereur, qui veut non seulement garantir la paix, mais aussi atteindre un compromis religieux. B. Maes met en évidence la bonne entente régnant entre d'un côté les professeurs du collège et l'importante Académie réformée de Saumur et, de l'autre, les prêtres oratoriens qui gèrent un pèlerinage, un collège et une école de théologie dans la ville ; au XVII^e siècle, tous ensemble constituent une vraie « République des Lettres ».

En ce qui concerne les parallélismes, C. Ballériaux atteste qu'en Nouvelle-Angleterre, les missionnaires catholiques et protestants, malgré leurs tiraillements, partagent les mêmes principes et surtout les mêmes méthodes de conversion des indigènes ; il

en est de même dans leurs rapports avec les colons européens, aussi bien au XVII^e qu'au XVIII^e siècle, quand la nationalité des missionnaires devient plus importante. S. Simiz compare les prédications en France pour soutenir que, au-delà des reproches réciproques, les emprunts de méthode, de style et d'intention sont habituels entre prêtres et pasteurs. Mêmes conclusions dans l'étude de C. Borello sur les manuels d'oratoire protestante de la fin du XVIII^e siècle : ceux-ci n'abordent pas des questions théologiques, mais cherchent tout simplement l'efficacité de l'éloquence, ce qui ne relève pas de la confession mais de la technique rhétorique.

L'autre apport principal de l'ouvrage réside dans les chapitres consacrés à la formation d'une identité cléricale dans le monde réformé. F. Zuliani réfléchit sur le concept d'évêque dans la pensée de Pier Paolo Vergerio lors de son séjour dans les Grisons. Il montre l'existence de différents modèles épiscopaux et presbytériens en concurrence dans ces vallées de la Suisse méridionale. N. Szczech dessine la rupture des structures traditionnelles provoquée à Genève par le processus de constitution d'une autorité et d'une identité pastorales spécifiques. Calvin veut que le contrôle de la moralité publique et de la discipline appartienne au consistoire et aux pasteurs, afin de pouvoir réformer la société tout entière. Du coup, il doit affronter entre 1545 et 1555 l'opposition « anticléricale » d'une partie de la population, qui conteste l'élargissement des prérogatives des pasteurs. G. Gross tire de pareilles conclusions de l'affaire des ministres Nicolas Colladon et Jean Le Gagneux, formellement déposés par l'Église de Genève en 1571. L'habitude d'accorder aux pasteurs le titre de « bourgeois » de Genève entraîne une forme d'incorporation à la fois religieuse et politique des pasteurs à la ville, différente de celle voulue par Calvin. Leur double condition renforce l'identité particulière de l'Église de Genève, mais elle entraîne une perte de la liberté du pasteur par son serment d'obéissance aux magistrats. La Compagnie des pasteurs essaie alors de sauvegarder un espace d'action pour les pasteurs en leur permettant d'exercer leur autorité de façon collective et unitaire. I. Plasman-Labrune explore la difficile articulation des clivages confessionnel et politique dans son travail sur l'exclusion des étrangers du pastorat en France en 1623 : l'allégeance politique prime sur la foi dans une sorte de transfert aux pasteurs de mesures qui auparavant avaient touché les jésuites.

Plus éloignée des autres travaux, la présentation d'A. Brogini sur l'Ordre de Malte n'en est pas moins intéressante. Soumis à une crise autant militaire que religieuse au début du XVI^e siècle, l'Ordre retrouve son identité grâce aux exigences de la Réforme catholique et à son enracinement en Méditerranée.

Y. Krumenacker propose une belle synthèse dans des conclusions plaçant l'ensemble des études dans le contexte d'un processus de cléricatisation croissante qui regarde autant le modèle du bon prêtre catholique que celui du pasteur protestant. Il souligne les analogies quant à la place qu'occupent ces clercs dans leurs sociétés respectives et revient autant sur les différents types de conflits que sur les cas de relations cordiales entre clergés : lorsque des intérêts communs sont en jeu ou qu'il faut préserver un équilibre légal, le contact ne vise pas à obtenir la conversion de l'autre, et il peut s'agir tout simplement de rapports de sociabilité entre élites. Il existe des influences réciproques entre clergés qui tendent, parfois, à rendre plus floues les différences entre catholiques et protestants.

J. Léonard aussi bien qu'Y. Krumenacker soulignent deux influences fondamentales, sensibles dans tout le volume. En premier lieu, celle du concept de « confessionnalisation » défini par l'historiographie allemande, même si, comme l'indique la

conclusion, le livre déborde largement ses limites chronologiques. Dans ce sens, les différentes études s'inscrivent sous un paradigme qui peut paraître paradoxal : en voulant accentuer l'opposition entre eux, catholiques et réformés suivent des processus analogues et tout à fait comparables. En deuxième lieu, celle des recherches d'histoire comparée sur les clergés entamées par L. Schorn-Schütte depuis les années 1990. De ce point de vue, il aurait été intéressant de relier certains articles de ce livre au concept de « professionnalisation », très lié dans l'historiographie allemande à celui d'identité cléricale.

Ignasi FERNÁNDEZ TERRICABRAS
Universitat Autònoma de Barcelona

GAUTHIER AUBERT,

Les révoltes du papier timbré (1675).

Essai d'histoire événementielle,

Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014,

718 p., ISBN 978-2-7535-3251-9

« Pourquoi rouvrir ce dossier ? » Au début de sa magistrale et copieuse étude des révoltes du papier timbré, Gauthier Aubert explique que les révoltes bretonnes de 1675 ont été moins étudiées qu'enrôlées par les historiens « blancs », « bleus », marxistes ou encore bretonnants, pour servir de preuve à des récits singuliers réactivés au rythme des affrontements historiographiques, des anniversaires ou de la convocation du passé dans l'actualité contestataire bretonne. Le dossier de la révolte du papier timbré et des « Bonnets rouges » appelle alors un décentrement spatial et une relecture attentive aux corrélations existant entre plusieurs villes et contrées du royaume lancées dans la contestation de l'impôt indirect au moment où Louis XIV est engagé depuis trois ans dans la guerre dite de Hollande. Pour l'auteur, la révolte bretonne de 1675 doit être inscrite dans un moment de rébellion plus ample observé à une triple échelle. La première est locale, provinciale, rurale et urbaine, avec les villes en émoi de la Guyenne et de la Bretagne, au premier rang desquelles Bordeaux et Rennes. La seconde est nationale, avec la myriade des troubles repérés à travers le royaume durant l'année 1675. La troisième est internationale, avec les interventions prêtées aux Provinces-Unies, jugées capables d'ourdir des complots et de susciter des rébellions en France. Les révoltes bordelaise et bas-bretonne débordent alors des horizons locaux ou nationaux et sont à envisager dans le cadre d'une confrontation militaire internationale.

Son objet d'étude ainsi défini, G. Aubert rappelle de manière synthétique les mobilisations idéologiques et les résonances mémorielles qu'il a engendrées, du XIX^e siècle à la période actuelle, puis expose sa démarche d'analyse. Il place au cœur de ses interrogations l'événement qu'il veut suivre au jour le jour, de ses prodromes à son extinction. Il faut rapporter, narrer, disséquer les troubles, leurs dynamiques, leurs développements territoriaux, leurs acteurs – presque uniquement masculins –, leurs répertoires revendicatifs entre plaintes, doléances, « codes paysans » et violences, puis les processus de réduction des conflits et de retour à l'ordre. L'auteur donne une lecture des troubles de 1675 avec les lunettes et les méthodes de l'histoire immédiate. À ces fins, il a constitué un corpus de sources imprimées et surtout manuscrites extraites des dépôts municipaux et départementaux de la France atlantique, et secondairement des dépôts nationaux. Deux massifs documentaires se dégagent : d'une part, la correspondance administrative des gouverneurs de la Guyenne et de la Bretagne, d'Albret et de Chaulnes, les missives des corps de ville

et des parlements de Bordeaux ou de Rennes ; d'autre part, les récits des événements couchés dans leurs écrits personnels par des témoins ou des acteurs secondaires de ces rébellions. G. Aubert évalue ces propos au filtre d'un pyrrhonisme que traduit le recours à une formulation faisant une large place aux lectures plus plausibles que d'autres des événements. L'emploi du champ lexical de la possibilité indique une prise en compte des aléas d'un récit fondé sur des lettres et des dépêches officielles ayant leur propre rhétorique, des ressorts et des visées dissimulés et *in fine* une part d'opacité difficile à percer avec certitude.

L'écriture de l'auteur est dense, riche, gourmande en formules suggestives – « les folles journées de Rennes », « l'automne botté », « de la stupeur à la torpeur » – et elle rend agréable la lecture des 653 pages de texte accompagnées d'un choix d'annexes judicieux avec les cartes de la rébellion rurale bretonne, les 28 tableaux synthétisant les réalités rennaises des années 1675-1678, le cahier iconographique constitué des plans de Bordeaux et de Rennes contemporains des événements et d'une reproduction (hélas mauvaise) du tableau de Jean-Bernard Chalette, *L'injustice*, qui figure également sur la couverture du livre. Des documents (dont le fameux « code paysan » conservé dans les archives de Colbert), une fine chronologie des troubles de 1675, des index des noms de personnes et de lieux, l'inventaire des sources et la bibliographie escortent le texte.

Le plan, chronologique et géographique, guide le lecteur de Bordeaux à Rennes, puis à travers la Bretagne avant de faire retour dans la cité girondine au gré du cycle émeutier de 1675. Quatre parties, indexées sur la dynamique des soulèvements, analysent successivement des émeutes printanières contre les taxes instaurées sur l'étain, le tabac, le papier timbré (première partie), le passage du « paroxysme rébellionnaire à l'inflexion répressionnaire » ou mieux répressive (deuxième partie), l'été des fureurs rennaises et bas-bretonnes *alias* les Bonnets rouges (troisième partie), avant l'automne botté et le rétablissement de l'ordre royal (quatrième partie).

Bordeaux et Rennes, villes d'une taille démographique voisine mais dissemblables par leur localisation, leur passé, leurs fonctions et leurs attributions, constituent les deux faces d'une étude en miroir qui agrège la révolte des Bonnets rouges. Le propos de l'ouvrage est plus rennais que bordelais et plus breton qu'auvergnat, et l'auteur assume ce déséquilibre dû aux événements. L'analyse factuelle y gagne en clarté et en solidité ; toutefois l'auteur disposait de l'érudition et de tous les savoirs méthodologiques requis pour oser une étude plus fouillée des interactions entre correspondances, messagers, discours et décisions politiques. Sa forte analyse du « comment » de la révolte, de son *containment* et de son extinction, qu'il développe en se plaçant à hauteur des autorités, des cours souveraines, des exécutifs citadins en aurait été encore enrichie. Il connaît parfaitement l'historiographie des soulèvements populaires et chaque séquence des révoltes de 1675 est analysée à l'aune des interprétations englobantes naguère énoncées par B. Porchnev, R. Mousnier, Y.-M. Bercé, R. Pillorget et des lectures bretonnes – A. Croix, C. Nières, Y. Garland – ou bordelaise – F. Loirette.

Selon G. Aubert, ces révoltes dites du papier timbré ne sont pas simplement régionales ; elles expriment un rejet de la fiscalité indirecte promue par Colbert, récemment augmentée et étendue à de nouveaux produits. Ce refus, sensible dans de nombreuses provinces, est virulent et spectaculaire à Bordeaux, Rennes et dans la Basse-Bretagne. Là, la révolte parfois dite des « Torreben » a une teneur antiseigneuriale qu'il faut lire comme la réponse vigoureuse des paysans à l'encontre de notables qui

refusent de les soutenir, et leur apparaissent comme des traîtres à la communauté rurale et des ennemis prêts à pactiser avec un État prédateur et son bras militaire, une armée ressentie comme une force d'occupation. La révolte en Cornouaille serait aussi un effet de la faible intégration de la province à l'État royal; un argument fragile et d'ailleurs réversible écrit l'auteur, qui indique que des émeutes surgirent dans des villes sur-administrées. *In fine*, la révolte serait moins due à des causes endogènes qu'à des opportunités et au contexte, notamment militaire (p. 646). Quant aux liaisons posant la révolte comme une manifestation de la fin de l'âge d'or de la Bretagne ou une résistance à l'imposition des normes catholiques d'inspiration tridentine, elles sont à relativiser selon G. Aubert, qui voit dans le conflit un précipité de la culture des acteurs, un choc des orgueils entre la culture de la contestation violente des uns et celle de l'autorité démonstrative des autres, qui dépend de facteurs contingents peu prévisibles.

Très réservé sur le «pourquoi» de la révolte, G. Aubert préfère en décrypter le «comment». Il estime que lors des soulèvements, des faubourgs réputés populaires se mettent en branle et prennent le contrôle de rues et de places au cri de «Vive le Roy sans gabelle». Le menu peuple, la gent mécanique constituent les gros bataillons de la foule, où les membres de la petite robe sont très présents. Procureurs, notaires, huissiers participent à la rébellion, de concert avec des artisans, des boutiquiers. Une sociabilité du quotidien fondée sur les liens du voisinage et de la parenté spirituelle rapproche ces catégories sociales insérées dans les rouages du pouvoir municipal, de la milice, peut-être des confréries (?) et hostiles à une politique royale défavorable à leurs intérêts et leurs positions sociales et symboliques. Un clivage de plus en plus accusé traverse la société robine, les auxiliaires de la justice étant en cours de déclassement, quand la haute robe officière conforte ses positions dominantes au sein de l'État royal.

La thèse défendue avec de solides arguments par l'auteur comporte bien des similitudes avec celle avancée par H. Drouot pour rendre compte de l'engagement des Ligueurs des villes, assimilant les basochiens ligueurs à une «bourgeoisie seconde» se dressant contre les parlementaires, ou l'interprétation de D. Richet décrivant les Ligueurs comme une bourgeoisie en train de devenir seconde. En 1675, la descension sociale des basochiens les a engagés dans un mouvement antifiscal et antiétatique traité par les autorités municipales et parlementaires avec une prudente retenue que les gouverneurs assimilent à une coupable passivité ou une collusion discrète avec les émeutiers. Aussi, en dépit de nuances d'un site à l'autre, le pouvoir royal châtie les villes : Rennes et Bordeaux subissent le logement des gens de guerre, le désarmement de la milice, l'exil des parlements, l'arasement de clochers et tours, sans oublier les condamnations à mort ou aux galères d'émeutiers de petite étoffe sociale. Les notables locaux qui n'avaient ni encadré, ni pris part aux mouvements, contrairement aux attitudes de leurs devanciers lors des révoltes des années cardinales, se rangent du côté de l'ordre monarchique et collaborent avec ses représentants. Il y a entre la notabilité citadine ou provinciale et l'État une entente que cimente la préservation des privilèges urbains et locaux, présentée comme une contrepartie à l'obéissance au Prince, rendue très onéreuse par les multiples paiements exigés par l'État. Ce modèle, brossé ici à gros traits alors que le livre le détaille avec minutie, offre des similitudes avec celui élaboré par W. Beik dans le cadre languedocien au XVII^e siècle.

Le sous-titre présente le livre comme un «Essai d'histoire événementielle», et telle est bien sa teneur. G. Aubert donne un récit détaillé, précis, méticuleux des révoltes

de 1675, et signale les bifurcations qu'elles auraient pu emprunter, les développements qu'elles auraient pu connaître, sous l'impact de telle ou telle décision ou à l'issue de tel ou tel comportement des acteurs. Il faut saluer cette narration très étayée des faits qui revisite avec minutie une page d'histoire provinciale et doit désormais être convoquée dans toute réflexion sur l'événement et les façons dont on écrit l'histoire.

Michel CASSAN
Criham, université de Poitiers

CAROLINE GIRON-PANEL,

Musique et musiciennes à Venise.

Histoire sociale des Ospedali,

Rome, École française de Rome, 2015, 1 082 p.,

ISBN 978-2-7283-0993-1

Ce livre est issu d'une thèse en cotutelle entre les universités de Grenoble et de Venise-Ca' Foscari, soutenue à Venise en 2010. Structuré en quatre parties, il se compose de 650 pages de textes et environ 400 d'annexes. Dans ces dernières,

on trouve entre autres la liste de tous les livrets d'opéra écrits pour les *Ospedali*. Par une écriture toujours précise et agréable à lire, Caroline Giron-Panel, qui est aussi chartiste, nous guide à la découverte d'un phénomène uniquement vénitien, qui suscita l'étonnement, l'émerveillement et même la réprobation des voyageurs étrangers, dont Jean-Jacques Rousseau, mais qui devint un modèle d'éducation et de formation à la musique et au chant dans toute l'Europe. Comme dans beaucoup de domaines, les Vénitiens firent preuve de créativité et d'esprit d'innovation, en confiant à des institutions d'assistance, créées pour une tout autre fonction entre la fin du Moyen Âge et le début de l'époque moderne, la tâche de former des musiciennes, des cantatrices, et même des compositrices, dont certaines devinrent des artistes reconnues sur les scènes européennes. Pour prendre la mesure de ce que cela pouvait représenter en termes d'innovation et aussi de transgression, il faut rappeler que pendant des siècles les scènes théâtrales européennes furent occupées surtout, voire exclusivement, par des hommes, et que chanter en public n'était certainement pas le débouché attendu d'une éducation dans une institution d'assistance. «Une éducation qui paraît plus propre à former des Laïs et des Aspasiés que des religieuses ou des mères de famille»: voici l'avis exprimé en 1764 par Pierre-Jean Grosley, au sujet des *Ospedali* de Venise.

Il faut dire que les gouverneurs des *Ospedali* vénitiens ne s'étaient pas assigné pour but de former des cantatrices d'opéra destinées à s'exhiber dans les théâtres de Londres ou de Paris, mais de donner à des filles pauvres la possibilité de contribuer à leur entretien à l'intérieur de l'institution en exécutant des musiques et des chants religieux, le plus souvent derrière des grilles pour ne pas être vues par le public et, pour ce faire, ils mobilisèrent des compositeurs et maîtres de grande renommée, tels qu'Antonio Vivaldi. Le fait est qu'il s'agissait d'une nouveauté absolue, car elles n'étaient pas des religieuses, et que, même si en quittant l'institution pour se marier elles devaient s'engager à ne pas se produire sur scène, elles furent nombreuses, au XVIII^e siècle, à ne pas respecter cet engagement, notamment quand elles avaient épousé un musicien. La plus connue fut Maddalena Lombardini Sirmen, violoniste et compositrice, qui se produisit à Paris, Londres, Moscou et dont les compositions furent publiées à Paris et à Londres, mais, écrit C. Giron-Panel, «bien qu'auteur probable de l'ensemble des quatuors, Maddalena Lombardini Sirmen ne publia pas immédiatement sous son seul nom, soit que Ludovico Sirmen trouvât un avantage

à publier sous son nom les œuvres de sa femme, comme le fera plus tard Félix Mendelssohn avec sa sœur Fanny, soit qu'il se soit agi d'une décision du couple destinée à permettre aux compositions de recevoir de la critique un accueil dépourvu de tout préjugé de genre» (p. 494-495).

Les quatre *Ospedali* vénitiens, *Pietà*, *Incurabili*, *Derelitti*, *Mendicanti*, étaient des fondations privées laïques, sans lien officiel ni avec l'État, ni avec l'Église. Toutefois, la présence de membres de l'élite, hommes et femmes, patriciens, mais aussi citoyens de Venise parmi les gouverneurs, en faisait des institutions puissantes et libres d'emprunter des voies nouvelles, dans un contexte, celui de la Venise du XVII^e et surtout du XVIII^e siècle, particulièrement propice à l'expérimentation artistique et sociale et qui attirait des publics cultivés, curieux et internationaux. C. Giron-Panel reconstruit l'histoire de la fondation des institutions d'assistance, de leurs modalités de gestion, ainsi que les relations, souvent ambiguës, entre les gouverneurs et les jeunes filles qui y étaient accueillies, mais aussi le rôle important des femmes parmi les gouverneurs et les priers. On découvre la vie quotidienne de l'institution, l'organisation des dortoirs et des repas, ainsi que les privilèges réservés aux «filles du chœur», c'est-à-dire celles qui étaient choisies pour apprendre à chanter et à jouer des instruments de musique – qui nous paraissent parfois très surprenants, comme le cor de chasse, ou qui étaient généralement interdits aux femmes, comme les instruments à vent ou la viole de gambe. Elle suit aussi, grâce à un travail minutieux de recherche dans plusieurs institutions vénitienes (archives d'État, archives du patriarcat, archives des institutions d'assistance, etc.), le destin des filles qui sortaient de l'institution, les projets de mariage et le choix du conjoint parmi les rares contacts autorisés avec le monde extérieur. Dans la dernière partie de son livre, C. Giron-Panel retrace la diffusion du modèle vénitien des *Ospedali*, en tant qu'ancêtres des conservatoires de musique modernes, et notamment comme modèle de celui de Naples, qui toutefois était réservé aux garçons.

Il s'agit en somme d'un livre très riche, non seulement d'une contribution importante à l'histoire de Venise, de sa société et de son «mythe» politique mais, plus généralement, d'une proposition novatrice pour une histoire sociale – et «générée» – de la musique.

Anna BELLAVITIS

GRHis-Université de Rouen Normandie/IUF

MATHILDE LARRÈRE,

*L'urne et le fusil. La garde nationale de Paris
de 1830 à 1848,*

Paris, PUF, 2016, 329 p., ISBN 978-2-13-062168-3

La garde nationale parisienne fut sous la monarchie de Juillet, écrit Mathilde Larrère, «la fille un peu bâtarde d'une révolution ambivalente» (p. 80). De fait, ce livre permet de mesurer la passionnante complexité de cette institution atypique, entre les barricades de juillet 1830 et celles de février 1848, c'est-à-dire au cours d'années où cohabitent tant bien que mal dans la sphère publique un principe d'ordre et un principe de liberté.

M. Larrère s'intéresse de près à la garde nationale depuis une vingtaine d'années. Dans la synthèse qu'elle livre ici, elle remobilise les résultats de ses patientes investigations, qu'elle replace dans la lignée du livre fondateur de L. Girard (1964) et des travaux plus récents de G. Carrot ou de S. Dupuy, par exemple. Elle fixe pour sa part des limites précises à son enquête. Elle ne prend pas en compte les gardes nationales

hors de Paris et elle précise que ses pages sur la garde nationale d'avant juillet 1830 (chapitre 1) et d'après février 1848 (chapitre 10) sont de seconde main. L'étude gagne de la sorte en profondeur ce qu'elle perd en amplitude : l'auteure se donne les moyens d'écrire au plus près des sources « une histoire politique à la rencontre d'une histoire institutionnelle d'une force de l'ordre, d'une histoire sociale de la garde bourgeoise et d'une histoire des représentations de l'institution citoyenne » (introduction, p. 11).

Le livre fait coexister harmonieusement des questions générales et des évocations tout à fait concrètes. L'étude de la garde nationale permet de se demander comment l'idée de souveraineté populaire en armes et celle de gouvernement censitaire et capacitaire se déclinent et se redistribuent au fil des mois et des années – l'attention méticuleuse à une chronologie fine est l'un des points forts du livre; comment se traduit la tension récurrente entre un mode de gestion à l'échelle nationale et un mode de gestion à l'échelle de l'arrondissement, voire du quartier; comment les uns – en particulier les républicains – voient en la milice citoyenne une force politique tandis que les autres – en particulier les défenseurs de l'ordre monarchique orléaniste qui veulent à la fois la maintenir et la brider – insistent sur son indispensable apolitisme; comment l'histoire de la garde nationale ne cesse de soulever la question épineuse des pratiques démocratiques.

Les différences d'appréciation sur les missions de la garde nationale avivent de multiples tensions qui se traduisent de mille manières. M. Larrère étudie de très près la loi d'organisation du 22 mars 1831 et les débats qui la précèdent, et elle met l'accent sur la distinction fondamentale entre « service ordinaire » et « réserve » (article 19 de la loi). Elle rend compte des logiques qui président aux élections ou nominations des officiers de la garde. Elle décortique à partir de sources malheureusement très lacunaires le fonctionnement des légions, des bataillons et des compagnies au quotidien. Elle se penche sur divers corps de la garde, notamment l'artillerie. Elle analyse son budget et la nature des armes dont elle dispose. Elle caractérise l'importance puis le dépérissement des revues royales : centrales au début du règne de Louis-Philippe, elles cessent de se déployer sur les boulevards à partir de 1837 et disparaissent dans les années 1840; cet abandon est aux yeux de l'auteure une « grave erreur, privant le pouvoir du moyen de revivifier régulièrement le lien entre la garde et le roi, et de sonder l'état des esprits » (p. 280).

L'auteure ne se contente pas de décrire le rôle joué par les chefs (La Fayette, Lobau, Gérard) ou d'observer la garde nationale en temps d'insurrection. Elle montre que l'étude de cette institution éclaire l'épisode du procès des ministres de Charles X à la fin de l'année 1830, ou les graves troubles politiques et sociaux de 1840. Elle signale aussi que la question de la garde nationale est un enjeu majeur dans le fameux article de Saint-Marc Girardin sur les « Barbares », publié aux lendemains de l'insurrection des canuts lyonnais dans *Le Journal des débats* (8 décembre 1831) : puisque « les Barbares qui menacent la société ne sont point au Caucase ni dans les steppes de la Tartarie [mais] dans les faubourgs de nos villes manufacturières », il faut selon lui absolument convaincre la classe moyenne qu'elle serait dupe « si, éprise de je ne sais quels principes démagogiques, elle donnait follement des armes et des droits à ses ennemis, si elle laissait entrer le flot des prolétaires dans la garde nationale, dans les institutions municipales, dans les lois électorales, dans tout ce qui est l'État ».

Très attentive aux pratiques quotidiennes à l'échelle de l'arrondissement et du quartier, l'auteure nous renseigne sur les identités sociales des gardes, sur la question de l'absentéisme, sur les problèmes d'équipement ou encore sur la « chasse au grade »

(p. 244). Elle évoque un univers sonore que les Parisiens d'alors connaissent bien : les accents de la musique de la garde ou encore le son de ses tambours. Elle nous apprend ce que sont les compagnies « du centre » (p. 62), l'« heure jacqueminote » (p. 138), le « déshabillage » (p. 142), l'« Hôtel des Haricots » (p. 152), le « bonnet d'ourson » (p. 233). Elle conte ce qui vaut à Lobau le sobriquet peu gratifiant de « Monsieur Gobe-eau » (p. 252).

Aussi riche soit-elle, l'analyse aurait peut-être gagné à être mise davantage en perspective. On comprendrait mieux encore l'histoire de la garde nationale parisienne et ses spécificités si l'on disposait de plus d'éléments sur les gardes nationaux de la banlieue (les trop mal connus « bédouins ») et des départements. Le mémoire de G. Cottureau sur la garde nationale dans le département des Bouches-du-Rhône pouvait être complété par d'autres travaux, tel le remarquable mémoire soutenu en 1973 par J.-P. Hauty sur la garde nationale de l'arrondissement de Dijon (dir. J.-R. Suratteau et P. Lévêque). Surtout, Lyon méritait sans doute plus que de trop rapides allusions. Côté bibliographie, on pourrait ajouter le livre de M. Marrinan, si éclairant et suggestif sur la question des représentations du pouvoir, *Painting Politics for Louis-Philippe: Art and Ideology in Orleanist France, 1830-1848* (1988). Signalons pour terminer un nombre inhabituel d'imperfections formelles : coquilles pour de nombreux noms de personnes, absence de références précises pour plusieurs citations, et quelques inexactitudes ponctuelles (p. 144, l'estampille sur les armes des gardes est « PDL » ; p. 292, le coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte se déroule en 1851). Ces légères réserves formulées, reste l'essentiel : *L'urne et le fusil* fait progresser les connaissances sur l'histoire de la garde nationale, mais aussi plus largement sur l'histoire politique et sociale parisienne pendant le règne de Louis-Philippe.

Thomas BOUCHET

Centre Georges Chevrier, UMR 7366-Université de Bourgogne

BRUNO CABANES,

Août 14: La France entre en guerre,

Paris, Gallimard, 2014, 242 p.,

ISBN 978-2-07-012994-2

Bruno Cabanes, par ce bel ouvrage, referme à rebours l'analyse posée dans son ouvrage *La victoire endeuillée* (2004), contrastant les sous-titres de « la sortie de guerre des soldats français » à « la France entre dans

la guerre ». Le sujet, sans doute bien connu depuis J.-J. Becker, est ici renouvelé par des approches nourries de l'anthropologie historique et de l'histoire des émotions, qui expliquent la routinisation de l'exceptionnel par une « histoire intime de la fin d'un monde » (p. 10). En huit chapitres, à la fois clairs et précis, nourris d'archives préfectorales et policières, de témoignages et de correspondances, l'auteur déploie la chronique d'un basculement aussi fulgurant que décisif : du 1^{er} août 1914 à l'épreuve du feu, de la mobilisation à la « bataille des frontières » jusqu'à l'installation d'une culture de guerre. Une chronologie aussi resserrée pose deux questions. La rapidité de l'engrenage montre d'abord qu'il « ne fallut que quelques jours, quelques semaines tout au plus, pour que la France entre pleinement dans la guerre » (p. 11), conduisant l'auteur à remonter une rupture généralement datée au passage de la guerre de mouvement à la guerre de position fin 1914. Mais une telle fulgurance exige d'expliquer l'irruption du conflit dans le quotidien d'une population qui tiendra jusqu'en 1918 : ce mois d'août 1914 est décisif parce qu'il remonte tous les ressorts d'une culture de guerre.

Pour B. Cabanes, le 1^{er} août 1914 est une rupture paradoxale : la nouvelle de l'assassinat de Jean Jaurès ne signifiait pas l'inéluctabilité du conflit, encore suspendu à d'ultimes négociations minutieusement restituées. L'ordre de mobilisation, affiché partout en France, suscite donc la stupeur. Probable mais inattendu, le surgissement de la guerre semble d'autant plus surprenant qu'il dépend du « hasard des circonstances », des « passions de l'opinion publique » (p. 47) qui respire depuis la Belle Époque les effluves d'une angoisse diffuse, coexistant avec la foi dans le progrès. Ces tensions sont particulièrement visibles chez les socialistes, attachés à prévenir la guerre par la grève générale mais partisans, comme Jaurès, d'une défense nationale par les citoyens en armes. Avec les débats acharnés autour de la loi des trois ans en 1913, la certitude d'une guerre prochaine s'instille et commande « l'évidence collective dans le mouvement de mobilisation » (p. 69). La rupture réelle vient bien davantage des premiers combats et de la « bataille des frontières ». Là s'opère le basculement d'une guerre du XIX^e siècle à une guerre du XX^e siècle, autant dans la stratégie militaire que dans la technique combattante. Là surgissent les réalités d'une guerre industrielle, celle des mitrailleuses et des obus tuant 27 000 Français dans la seule journée du 22 août à Charleroi. L'épreuve du feu entraîne donc une crise du modèle culturel de l'état-major, largement dépassé : le limogeage d'officiers rendus responsables des revers prélude à l'adoption d'une autre stratégie, mise en œuvre les mois suivants. Avec 235 000 morts et disparus en août-septembre, les premiers combats bouleversent les représentations des combattants, traumatisés par l'effarement et la panique, par la découverte sensorielle d'une violence de guerre inouïe, de l'odeur de la poudre et des charniers au bruit assourdissant des obus. Ainsi, pour B. Cabanes, « la France bascula d'emblée, en quelques semaines à peine, dans la catastrophe collective de la Première Guerre mondiale. La grande déchirure qu'opéra cette guerre remonte donc à ses tout débuts » (p. 123).

Précisément, c'est cette violence qui suscite l'émergence d'une culture de guerre et, tout au long de son livre, B. Cabanes scrute l'inscription de cet exceptionnel dans le quotidien. Le glissement est d'abord temporel : la métamorphose des civils en combattants s'échelonne en étapes précises, de l'adieu aux familles au trajet vers le front, voyage de rêverie ou d'ennui avant l'épreuve terrible du feu. Ce temps ressenti se superpose à l'accélération du temps de la guerre, celui de la planification militaire, rythmé par les trains qui transportent les mobilisés ; celui des flux d'étrangers quittant un pays devenu ennemi ou de réfugiés fuyant les avancées allemandes. De ce fait, l'entrée en guerre entraîne une reconfiguration de l'espace, dont la gare, seuil entre l'arrière et le front, devient le symbole. La dichotomie masque une réalité plus complexe où la géographie des mouvements de troupes se superpose à celle de la rumeur portée par les réfugiés, où les espaces sont à la fois ouverts sur le front mais morcelés par les difficultés de transport et de communication. La guerre contribue ainsi à structurer trois France : celle des campagnes où le départ des soldats suscite l'entraide ; celle de Paris et des villes immobilisées par le ralentissement industriel et commercial ; celle des zones occupées marquées par les violences que subissent les civils. La guerre recompose enfin les émotions : la séparation impose un nouveau « régime émotionnel » pour les familles, médiatisé par les lettres et les portraits devenus objets du souvenir ou du deuil. L'angoisse de la distance et de la perte s'inscrit cependant dans les schémas établis de l'homme protecteur et de la femme résignée, autorisant la généralisation d'une éthique du sacrifice. Les premiers revers de la « bataille des frontières » embrasent aussi les émotions collectives, animées par la crainte de l'espion,

que les rumeurs transforment en vigilance quotidienne. Cette peur de l'ennemi est indissociable de sa haine, alimentée par les descriptions des exactions allemandes racontées par les réfugiés : massacres et mutilations d'enfants, saccages, ces nouvelles atteignent la filiation ou l'intime et annoncent une « guerre totale, où la barrière du genre, les différences d'âge, la distinction entre combattants et non combattants ne sont plus respectées » (p. 175). Ainsi, dès août 1914, la guerre fait irruption dans le quotidien de toute une population et « il faut à peine quelques heures, quelques jours tout au plus, pour que la guerre touche à l'ensemble du territoire national » (p. 181).

La réflexion de B. Cabanes montre donc de façon convaincante que les ressorts de la guerre totale sont en place dès le mois d'août 1914, et que le consensus ne doit pas dissimuler les tensions que provoque la mobilisation, du contournement des réquisitions aux violences suscitées par l'imaginaire du complot. Humaine et complexe, la photographie de cette France qui bascule au mois d'août 1914 éclaire la rapidité d'une entrée en guerre, contrastant avec le temps plus long de la déprise après l'armistice.

Emmanuel Jousse

Fondation Alexander von Humboldt, Institut für soziale Bewegungen

ALEXANDRE SUMPFF,
*Bolcheviks en campagne. Paysans et éducation
politique dans la Russie des années 1920,*
Paris, CNRS éditions, 2010, 412 p.,
ISBN 978-2-271-07115-6

Alexandre Sumpf s'est imposé ces dernières années en France dans la nouvelle génération des spécialistes du phénomène soviétique. Il a fait connaître ses recherches au-delà des cercles universitaires en publiant une série d'ouvrages

qui embrassent le XX^e siècle russe depuis la Première guerre jusqu'à la « stagnation bréjnévienne » par le biais de l'histoire sociale et culturelle. Au-delà de l'apport de chacun de ses livres, l'entreprise est suffisamment ambitieuse pour mériter qu'on en interroge les fondements méthodologiques. Sa thèse, remaniée et publiée en 2010 sous le titre *Bolcheviks en campagne*, en donne l'occasion.

L'ouvrage se donne comme objectif d'étudier l'action de l'État propagande soviétique en direction du monde rural afin d'« ébaucher une histoire sociale de l'État » et de contribuer à « une histoire sociale et culturelle du politique » (p. 14-15). Il s'agit ainsi de dépasser l'opposition des approches « totalitarienne » et « révisionniste » (au sens étatsunien) qui ont marqué ce champ d'études depuis la Guerre froide.

Analysant la période qui va de la révolution bolchevique au Grand tournant stalinien, ce travail s'appuie sur un corpus de sources impressionnant, qui permet à l'auteur de varier les échelles d'analyse (soviétique/russe, centrale/régionale/locale), de présenter différents points de vue institutionnels (Parti, armée, administration) et de croiser des documents de nature diverse (rapports, articles de presse, films). Le propos suit la logique institutionnelle, allant du *glavpolitprosvet*, le Comité principal d'éducation politique auprès du commissariat du peuple à l'Éducation, jusqu'au bibliothécaire de village, l'*izbatch*, en passant par l'organisme qui doit acculer les campagnes, l'*izba-tchitalnia*, la salle de lecture du village.

La description de la genèse et du destin du *glavpolitprosvet* est l'occasion d'éclairer le caractère hybride de l'administration soviétique. Dans le domaine de « l'éducation extra-scolaire », elle hérite de quelques expériences de l'État tsariste mais surtout des *zemstva* (administrations locales autonomes créées en 1864). Par ses dirigeants – des bolcheviks de la première heure telle Kroupskaïa, la femme de Lénine – elle s'inspire

d'une ambitieuse vision progressiste, née dans le mouvement ouvrier européen mais radicalisée en Russie jusqu'à en devenir prométhéenne. Néanmoins, ce milieu de grands militants, cultivés et pénétrés de leur mission, apparaît très étroit, coupé du terrain et surtout des jeunes générations de militants qui ne gagneront jamais le respect des anciens passés par la prison et l'exil. Comme le champ de compétences du *glavpolitprosvet* est en outre à cheval sur ceux du Parti (politique) et de son ministère de rattachement (éducation), on comprend sa fragilité. Il disparaîtra dans la tourmente du Grand tournant.

Lizba-tchitalnia naît également d'un croisement de projets et d'expériences antérieures à 1917 : clubs ouvriers socialistes et mouvements d'éducation populaire d'inspiration populiste, libérale ou même religieuse. Tous partagent du moins l'ambition d'acculturer la paysannerie, et les bolcheviks tenteront de systématiser l'action en ce sens. *Lizba*-salle de lecture doit permettre d'apprendre à lire, d'accéder à la presse soviétique, d'écouter des conférences scientifiques ou agronomiques. Enfin, elle permet de diffuser les valeurs nouvelles, en célébrant par exemple la pâque de la jeunesse communiste ou la fête de la moisson au moment de l'assomption. Conscientes du décalage entre cet agenda et la réalité villageoise, les autorités conseillent tout de même de ne pas provoquer trop ouvertement le sentiment religieux des paysans. De plus, le manque de moyens humains et matériels fait que le maillage du territoire n'est jamais complet et que la bibliothèque de village ne deviendra pas une institution centrale dans les communautés paysannes.

Faut-il incriminer les *izbatchi*? Leur portrait, qui conclut l'ouvrage par un chapitre des plus intéressants, ne donne pas de réponse univoque. L'auteur montre comment l'implication de jeunes gens et d'anciens combattants dans l'éducation politique répond à une volonté de promotion sociale par l'intégration à la bureaucratie d'État. Celle-ci s'affermir et vise moins l'efficacité en tant qu'outil de la société que le contrôle sur la société comme caste vivant à ses dépens. C'est pourquoi la mission d'éducation semble finalement moins importante que l'existence de la fonction et de ses fonctionnaires. En même temps, l'extrême jeunesse des bibliothécaires (50% ont moins de 23 ans en 1924), leur recrutement assez varié (anciens ouvriers, instituteurs ruraux, etc.), les lacunes de leur formation et le peu de valorisation symbolique et pécuniaire de leur travail, suggèrent qu'un véritable soutien au nouveau régime existe chez les *izbatchi*, soutien moral (p. 351) non réductible au conformisme d'une stratégie de carrière.

L'auteur conclut à l'échec de l'entreprise du *glavpolitprosvet* à la campagne : «L'éducation politique voit son ambition totalitaire échouer sur le plan éducatif comme sur le plan politique» (p. 360). L'insuccès que l'auteur impute au régime soviétique peut être mis en regard du bilan qu'il tire de sa propre recherche : il visait «la réintégration des paysans» dans le cours de l'histoire (p. 10). Or le paysan n'apparaît pas dans l'ouvrage, si ce n'est dans les écrits des responsables, réduit au statut de matière première inerte mais malcommode. De façon très pertinente, l'auteur pose d'ailleurs le problème de ces archives soviétiques dont la «volonté d'évidence» fait finalement «écran à la réalité». Tout concourt à faire penser qu'il n'est en définitive de «fonctionnement» ou d'"efficacité" qu'interne au réseau» bureaucratique, sans prise sur la société (p. 361).

Dans sa volonté de sortir du dilemme entre histoire politique (totalitarienne) et histoire sociale (révisionniste) du régime soviétique, l'auteur a surtout pratiqué une histoire institutionnelle qui reste un peu «hors sol», comme l'administration étudiée. Pourtant, les thèmes abordés suggèrent de nombreuses pistes à suivre. Dans une

perspective transnationale, on peut se demander comment la culture et les pratiques socialistes européennes ont été réinterprétées et adaptées par les « vieux » bolcheviks arrivés au pouvoir, mais aussi comparer l'éducation politique rurale soviétique avec la politisation et l'acculturation des campagnes en Europe occidentale. Quant à la subversion incarnée par les jeunes *izbatchi* dans la communauté paysanne, elle apparaîtrait peut-être mieux à l'échelle du village, où les paysans retrouveraient également, sans doute, une voix propre.

Manifeste dans la conclusion (« de la Russie à l'Union soviétique », « Matricielles années 20 », p. 363 *sq.*), le désir de l'auteur de trouver la clé du mystère soviétique ne pouvait être assouvi à l'échelle d'une thèse, aussi riche qu'elle soit. Mais il est gage d'avenir.

ÉRIC AUNOBLE
Université de Genève

MARC LELEUX,

*Aux sources de la précarité. L'instrumentalisation
du travail dans le Nord (1848-1914),*

Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du
Septentrion, 2015, 273 p., ISBN 978-2-7574-0954-1

L'histoire sociale extrêmement riche de la condition ouvrière en France au XIX^e siècle a su restituer celle-ci comme un état de vulnérabilité chronique, une lutte permanente pour endiguer la chute dans la misère. La vie ouvrière est cette « existence à cahots » (Y. Lequin) soumise aux variations cycliques de l'activité, à des chômages récurrents et à la flexibilité du procès de travail, marquée par l'indigence salariale et menacée, selon les mots d'A. Faure, par un « abîme à tout moment possible ». C'est dans cette filiation historiographique que s'inscrit l'ouvrage de Marc Leleux. Après la publication en 2013 d'une *Histoire des sans-travail et des précaires du Nord* portant sur la période 1920-2002, il offre ici le second volet de sa thèse, sous forme d'une plongée socio-historique « aux sources de la précarité ». La séquence s'étire de l'« inauguration en forme de traumatisme initial » de la question sociale qu'évoque J. Donzelot à propos de 1848, à la Première Guerre mondiale.

Adossant sa réflexion à la mutation du mode de production capitaliste, qui, observable à compter de la crise du milieu du XIX^e siècle, procède d'une transition – ni universelle, ni linéaire, ni homogène selon les secteurs concernés – entre le régime de proto-industrie atomisée et les logiques de polyactivité qu'il implique, d'une part, et la concentration usinière, d'autre part, l'auteur met en exergue une nouvelle forme d'instabilité de l'emploi industriel liée à la prolétarianisation des masses rurales : le « sous-emploi », la « pénurie de travail » sont désormais fonction d'une sensibilité accrue de la production aux fluctuations de marché, aux aléas de la conjoncture, à la chronicité des crises industrielles et commerciales et aux stratégies patronales de compression des coûts. À cet égard, les apports de l'ouvrage sont indéniables, lorsque sont par exemple évoquées les avaries volontaires de machines usitées par les industriels pour ne pas endosser la responsabilité des débauchages.

L'ouvrage, qui alterne mises en perspective générales et approches monographiques régionales, est ordonné en trois grandes parties. Le premier temps de la démonstration cerne les fondements et les manifestations de cette « grande peur ouvrière » qu'est la pénurie de travail, pour des sans-réserves n'ayant précisément que leurs bras à monnayer. Alors que le rapport à l'emploi est rendu structurellement aléatoire, la misère ouvrière est protéiforme : faim, maladie, suicide, illégalismes,

morbidité. Ces phénomènes, pathologisés par les observateurs sociaux, font l'objet d'une problématisation pertinente, malgré la convocation de sources indirectes, trop souvent littéraires et dont les dates de publication manquent de cohérence. La stigmatisation du vagabondage et la rationalité classificatoire entre « bons » et « mauvais » pauvres qui lui est associée nourrissent également des développements intéressants. Est soulignée, en creux, l'inanité de cette catégorie judiciaire et policière qui biaise la réalité de l'errance vécue comme pratique de la recherche de travail, et donc de survie.

La seconde partie relate les « réactions et mobilisations ouvrières » face aux pénuries de travail. À une opposition primitive au machinisme et à l'utilisation des travailleurs étrangers, la structuration du mouvement syndical dans le dernier tiers du XIX^e siècle tend à substituer l'action collective organisée, dont l'arme gréviste constitue le parangon. La grève est notamment dirigée contre le sous-emploi et l'« instrumentalisation » qui en est faite par les patrons pour abaisser les salaires, diminuer la durée du travail, renforcer la discipline de la main-d'œuvre et malmener les prétentions ouvrières. Mais qu'en est-il de ceux qui se heurtent à l'impossibilité de la geste gréviste ? Le chapitre dédié aux mobilisations des sans-travail retient plus particulièrement l'attention. Après avoir évoqué l'exemple parisien, l'auteur retrace finement les mouvements nordistes, des années 1880 au tournant du XX^e siècle, et en souligne les limites intrinsèques. La pénétration du thème du sous-emploi et de la cause des sans-travail dans l'arène politique constitue la dernière partie du livre. Si le propos est ici plus classique, l'auteur apporte des éclairages précieux sur les spécificités du Nord : à l'encontre de lectures trop aisées sur la conversion irrépensible des ouvriers à la République, est rappelée la transition délicate vers cette dernière, et le boulangisme des années 1880 est analysé comme porteur d'une expression revendicative, notamment en matière d'emploi et de chômage. L'appropriation de ces thématiques, dans les dernières années du siècle, par l'argumentaire partisan, socialiste en particulier – l'ouvrage complète ici utilement les travaux de C. Willard sur le guesdisme – illustre enfin les mécanismes du devenir politique d'une pré-occupation sociale et permet de saisir les ressorts de l'acculturation électorale des luttes matérielles.

L'étude, érudite, convainc par l'exploitation minutieuse des sources locales, des réflexions souvent stimulantes et la visibilité matérielle donnée aux classes populaires du Nord, à leurs conditions de travail et de vie ou à leurs mobilisations collectives. Au-delà, l'un de ses grands mérites est de contextualiser la fragilité, la pénurie de travail et le sous-emploi à l'aune du milieu ouvrier dans son ensemble. De fait, avant l'invention du chômeur par la science statistique et administrative, le défaut de travail, la précarité s'apparentent moins à un groupe social figé qu'à un moment, parfois suspendu, parfois durablement ancré, de la vie ouvrière. Ici, il aurait été possible d'éclairer, pour le Nord, le déclassement ouvrier – le renoncement à la spécialité, la conversion contrainte à des besognes non qualifiées – comme stratégie d'adaptation destinée à contrecarrer, en période de chômage, une plongée irrémédiable dans le dénuement.

L'ouvrage invite à la réflexion sur la précarité elle-même, entendue comme relation discontinue ou incertaine à l'emploi exposant à l'impermanence et la faiblesse des revenus. Il eût été souhaitable néanmoins que le concept fasse l'objet d'une discussion liminaire, au moins pour entériner la justesse de son usage et cerner les réalités qu'il recouvre. En effet, son maniement par l'historien n'est pas sans poser question. Advenue à partir des années 1990 dans le champ académique et politique

pour baliser des phénomènes pluriels d'insécurité sociale et économique, la notion de précarité a connu de multiples déclinaisons, la rendant parfois floue. Accouplée à la problématique du travail, elle a permis de diagnostiquer l'éclatement du salariat, la montée corollaire de l'instabilité de l'emploi et la multiplication des formes atypiques de celui-ci, eu égard au modèle forgé à l'heure des Trente Glorieuses. Or la précarité endémique ancrée dans les trajectoires de la vie ouvrière du XIX^e siècle ne s'évalue ni en comparaison à un paradigme révolu ni au regard de catégories non encore formalisées, qu'il s'agisse de l'emploi, du chômage ou de la population active.

La nuance épistémologique n'est pas anecdotique. Autrement dit, le glissement repéré par M. Leleux avec l'avènement du capitalisme industriel et la « transformation dans la configuration et le contenu du sous-emploi » ne relève pas d'un processus de « précarisation », sur lequel R. Castel met l'accent pour expliciter l'effritement de la condition salariale : la fragilité du rapport de travail est consubstantielle à la condition ouvrière en contexte de proto-industrialisation et de *domestic system*. La vulnérabilité accrue aux crises, aux ajustements de la production, et donc au sous-emploi, est en réalité moins liée à un quelconque avènement de la précarité qu'à l'intensification de la dépendance au salaire, à mesure que s'amenuisent les possibilités alternatives de subsistance. À cet égard, il aurait été sans doute judicieux de donner vie à l'expérience de la précarité, investie jusque tard dans le siècle par des stratégies d'anticipation et d'adaptation, ce qu'a démontré la relecture par A. Cottreau des monographies leplaysiennes : des assortiments productifs, des pluriactivités familiales conçus comme autant de contournements du salariat, bref, une précarité qui ne serait pas unilatéralement conceptualisable comme phénomène macro-économique subi et déstructurant.

Benjamin JUNG

Laboratoire ICT-Université Paris 7-Denis Diderot

FANNY GALLOT,

En découdre : comment les ouvrières ont révolutionné le travail et la société,

Paris, La Découverte, 2015, 282 p.,

ISBN 978-2-7071-8241-8

Tiré d'une thèse soutenue en 2012, *En découdre* trace le portrait d'une génération d'ouvrières qui émerge dans les années 1968. Dans un contexte d'augmentation du nombre d'ouvriers et de décentralisation industrielle, de nou-

velles usines apparaissent ou se développent, embauchant dans certains secteurs une main-d'œuvre féminine. Ces usines tantôt sont quasi exclusivement composées de femmes qui occupent des postes peu qualifiés, tantôt connaissent une situation de mixité. Fanny Gallot s'attache donc à retracer les trajectoires de cette génération en la situant depuis une période où l'arrivée des femmes dans les usines perturbe la division sexuée du travail dans des régions jusque-là peu marquées par le travail industriel, jusqu'au moment où ces usines ferment ou voient leurs effectifs fortement diminuer, à la fin des années 1990 et au début des années 2000. Deux terrains d'enquête sont particulièrement étudiés, l'usine Chantelle à Saint-Herblain (Loire-Atlantique) et les usines Moulinex en Basse-Normandie.

Deux fils directeurs complémentaires structurent l'étude. D'une part, les ouvrières occupent des positions subalternes dans la division du travail, elles sont moins intégrées à la société que les ouvriers et demeurent éloignées de la culture légitime, elles sont donc soumises à une double domination, en tant que femmes et en tant qu'ouvrières. Mais au-delà de la description des mécanismes qui organisent

cette double domination, F. Gallot s'attache à comprendre ce que les ouvrières font, comment elles agissent, et quelles pratiques elles développent face à cette situation. Il s'agit alors de comprendre, à travers l'étude de trajectoires collectives, comment les positions dominées sont partiellement remises en cause, ce qui contribue à reconfigurer les identités de genre et de classe. Si ce processus, en effet, est le fruit de mutations qui concernent alors l'ensemble de la société française, notamment sous la poussée des mouvements féministes, il est également le résultat du déploiement d'une capacité d'agir de la part des ouvrières. L'étude de cette *agency* constitue donc, à la suite notamment des travaux de J. Butler, un des axes particulièrement innovants de cet ouvrage qui, tout en se situant pleinement au cœur des recherches contemporaines d'histoire sociale, mobilise des travaux de sociologie ainsi que des études féministes et sur le genre.

Tout l'intérêt de cette approche tient donc à s'interroger non seulement sur ces capacités d'action, mais également sur leurs conditions de déploiement et les obstacles qui se dressent devant elles. Ce sont bien ces derniers qu'il s'agit non pas d'éliminer mais plutôt de contourner ou de déconstruire partiellement. Parmi ces obstacles, le temps, obsédant; temps de l'usine, temps du foyer, qui se mêlent pour constituer une pression permanente, et derrière lesquels on est toujours en train de courir. Comment résister à ce temps prédateur? Les pratiques d'auto-réduction des cadences, les « trucs » et conseils qu'on s'échange à cette fin entre collègues sont une des possibilités, à côté du recours à l'absentéisme souvent dénoncé par les employeurs. Mais la question du temps se cristallise particulièrement dans la dénonciation de la double journée du travail, posant la question, comme le font diverses publications militantes d'alors : « Travailler deux fois, est-ce vivre doublement ? ».

Seconde question majeure, celle de la maternité. Entre une volonté patronale et étatique de mettre en cohérence promotion de l'emploi féminin et développement de la famille, et la faiblesse des salaires ou les carrières interrompues, la double condition d'ouvrière et de mère met crûment en lumière les tensions liées aux rôles de genre tels qu'ils opèrent sur le terrain de la famille et dans le travail. Ainsi, les ouvrières sont prises entre des prescriptions de conciliation et des exigences d'égalité. Ces demandes d'égalité se confrontent à la ségrégation sexuelle et au poids d'un encadrement qui, qu'il soit féminin ou masculin, se fonde sur des stéréotypes sexués, ainsi qu'aux transformations du travail et à l'élargissement des tâches, de même qu'aux souffrances et aux maladies engendrées par le travail. Durant les années 1968 en effet, parmi les maux affectant le monde ouvrier, deux problèmes touchant plus particulièrement les femmes font l'objet d'attention et de reconnaissance dans les usines : les crises de nerfs et les troubles musculo-squelettiques (TMS).

Si, face à tous ces phénomènes, les femmes ne demeurent pas passives et contribuent par leur action à modifier partiellement leur position dominée, F. Gallot insiste sur deux aspects du déploiement de leur capacité d'agir. L'un, somme toute classique, touche à l'entrée en militantisme des ouvrières, essentiellement dans des organisations syndicales au sein desquelles elles sont confrontées à une division sexuée du travail militant et à un paternalisme syndical. Le second concerne l'investissement des ouvrières dans les grèves, conduisant à s'interroger sur le genre de la grève. En effet, faire la grève quand on est une femme plutôt qu'un homme ne recouvre pas toujours les mêmes exigences : animer un conflit, occuper son usine n'élimine pas les contraintes familiales et en particulier l'entretien du foyer et de la famille ; de même, l'image de nécessaire respectabilité peut jouer sur la mise en scène de la lutte,

notamment à travers les slogans et chansons des grévistes. L'acte gréviste n'échappe donc pas au genre mais le transforme en partie, à travers une solidarité de classe et de genre qui autorise de nouvelles pratiques, notamment lors des occupations.

Outre ce qui touche au syndicalisme et à la grève, d'autres dimensions moins attendues participent de l'*agency* des ouvrières, dont deux nous semblent particulièrement bien traitées par l'auteure. D'une part, le rapport particulier qui se noue entre les ouvrières et leur production : F. Gallot souligne chez les ouvrières un attachement au travail, à l'entreprise, au produit, même s'il n'est pas également partagé. Non dénué d'ambiguïtés quant aux effets des politiques paternalistes des entreprises, le rapport aux produits a cela de particulier que ceux-ci sont fabriqués par des femmes, pour des femmes, qu'il s'agisse des produits ménagers ou de la lingerie, dont les publicitaires vantent les vertus émancipatrices. En ayant accès au produit de leur travail, les ouvrières deviennent des sortes d'ambassadrices des marques pour lesquelles elles travaillent ; mais lors de conflits contre les licenciements ou face à des menaces de fermeture d'usine, les produits, en particulier les sous-vêtements, sont réappropriés et re-signifiés pour devenir des objets de lutte. Ainsi, le rapport au produit propre aux ouvrières est un vecteur de fierté et d'identité collective, mais il est susceptible d'évolutions en même temps que se modifient les identités féminines de ces travailleuses.

Le second aspect tient à la façon dont « le genre trouble la classe ». Alors que la sexualité n'est pas absente des ateliers, sous la forme de blagues, de récits, de remarques ou à travers le harcèlement sexuel, les ouvrières héritent bien souvent du stéréotype de filles faciles. Face à la sexualité et à l'intimité transformées en instruments de domination, les ouvrières tendent à reprendre à leur compte discussions et plaisanteries à connotation sexuelle, s'appropriant en partie ce qui est censé demeurer une prérogative masculine. De même, les relations avec les hommes évoluent différemment selon les contextes (usines mixtes ou non mixtes), notamment lors des conflits où les femmes participent aux occupations d'usine. Ainsi dans différentes situations, les questions de promiscuité, de présence d'hommes parmi les femmes, l'interaction entre ordre de genre et de classe et les réactions que tout cela suscite mettent en lumière les évolutions plus ou moins lentes qui opèrent au cours des années 1970 et 1980.

On peut souligner trois enjeux que concentre cet ouvrage ou qui appellent des prolongements. D'une part, il interroge la notion de génération, en particulier de génération 1968, en cela que le groupe étudié pénètre l'univers usinier en même temps qu'il s'ouvre aux contestations sociales, féministes, dont les effets sur le groupe des ouvrières sont finement décrits ; son existence se clôt en grande partie avec les fermetures des usines, ce qui en fait un témoin essentiel des phénomènes socio-économiques et politiques de la fin du XX^e siècle, analysés ici sous le prisme du genre. D'autre part, bien que l'auteure fasse un usage modéré des références théoriques, on peut mesurer en arrière-plan les apports des travaux questionnant l'intersection ou la co-construction des rapports sociaux de genre et de classe ; là encore, la mobilisation de sources de diverses natures et leur riche exploitation permettent d'étoffer avec précision de tels débats. Enfin, alors que l'étude des pratiques des ouvrières traverse l'ouvrage, et qu'il s'agit là de pratiques propres aux classes populaires, l'ouvrage fournit matière à interrogations sur les rapports entre ces pratiques et un féminisme plus explicite mais souvent porté dans les années 1970 par des femmes issues des classes moyennes.

CLAUDE PENNETIER, BERNARD PUDAL (éd.),
Le sujet communiste. Identités militantes
et laboratoires du « moi »,

Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014,
 258 p., ISBN 978-2-7535-3481-0

Depuis une vingtaine d'années, Claude Pennetier et Bernard Pudal explorent les multiples usages et fonctions des autobiographies communistes. Ils réunissent dans cet ouvrage des historiens et des politistes pour réfléchir, dans la

lignée des derniers travaux de M. Foucault consacrés aux techniques de soi, aux manières d'être communiste. Sujet, le militant communiste l'est en effet de bien des façons : *assujetti* à des formes particulières d'encadrement, soumis à une discipline de parti qui exige obéissance et remise de soi, notamment en rédigeant des autobiographies pour accéder à certaines responsabilités. Mais cet assujettissement offre pourtant des espaces de subjectivation, que les chercheurs explorent principalement au travers des écritures et des archives de soi produites par ces militants. On passe ainsi, comme le signale B. Studer, de « l'homme communiste, produit statique et désindividualisé du pouvoir, à la recherche du sujet » (p. 36).

L'ouvrage est composé de deux parties. La première, consacrée au sujet stalinien, s'ouvre par une contribution de C. Depretto essentiellement historiographique sur « la "Soviet Subjectivity" : le journal personnel comme laboratoire du moi dans l'URSS stalinienne ». Elle analyse les usages des journaux personnels par des historiens, notamment J. Hellbeck, et les limites de ces analyses. B. Studer se consacre ensuite à l'École léniniste internationale, qui fonctionne entre 1926 et 1938 en formant quelque 3 500 élèves. L'ELI permet en effet de voir en détail « les attentes changeantes auxquelles est confronté le futur responsable stalinien » (p. 37). L'auteure s'attache aux textes que les élèves doivent produire : l'autobiographie, mais aussi l'auto-rapport ou le bilan personnel et l'autocritique, pratiques qui confrontent « directement l'élève aux normes, aux valeurs et aux attentes officielles » (p. 45), mais qui sont aussi des occasions et des formes de subjectivation. Suivant de Certeau, elle montre comment les élèves adoptent les codes et peuvent jouer à la fois sur les interstices. I. Cirtocea, pour sa part, choisit un cas dans la Roumanie des années 1960-1970 : celui de l'ingénieur Liviu Simion, qui rédige plusieurs biographies pour entrer au PC d'abord et grimper dans la hiérarchie, mais est également soumis à des procédures de vérification sur ses origines sociales et sur un épisode trouble. On voit que dans les partis communistes, « le passé non conforme n'est pas effacé, mais uniquement mis entre parenthèses et à tout moment utilisable comme moyen potentiel de renforcement du contrôle institutionnel » (p. 72). Enfin, Y. Cohen procède à une « étude comparée de la subjectivité et du travail sur soi dans le communisme et le libéralisme entre les deux guerres ». Le moi communiste doit dominer tous les autres moi, enchaînés aux différents engagements de la personne. Ainsi, les technologies de soi communistes doivent s'opérer au profit du collectif stalinien, qui a inventé un outil pour ce faire, sur lequel Y. Cohen insiste : le rapport sur soi.

La seconde partie se focalise sur la France. B. Pudal et C. Pennetier explorent d'abord l'extraordinaire couple que forment Albert Vassart et Cilly Geisenberg, et utilisent leur correspondance, les autobiographies et les mémoires pour montrer combien l'écriture sert à ces militants pour analyser à la fois leur amour, leur couple, leurs engagements, les stratégies du parti, etc. La contribution d'I. Gouarné, consacrée à la biographie collective des intellectuels philosoviétiques de l'entre-deux-guerres, pourtant très suggestive, est un peu en décalage avec la thématique générale de l'ouvrage, puisqu'elle analyse l'introduction du marxisme par le truchement de la

Commission scientifique du Cercle de la Russie neuve. Elle isole ainsi deux groupes principaux, parmi les scientifiques et les chercheurs en sciences sociales.

Les deux directeurs de l'ouvrage reviennent ensuite sur la part des femmes dans le gigantesque corpus de 1237 militants sur lequel ils travaillent. La singularité féminine se marque dans un niveau d'études nettement plus élevé, dans le faible nombre d'ouvrières alors que les employées abondent, comme les institutrices. Surtout, les auteurs insistent sur la question du féminisme de ces militantes dont l'engagement et la formation favorisent l'autonomisation, mais sont à l'œuvre dans une organisation qui interdit la mixité par la création d'organismes féminins : l'UJFF en 1936 puis l'UFF à la Libération. Ils concluent ainsi sur les contradictions dans lesquelles est englué ce « sujet féminin » bénéficiant d'une autonomisation limitée, pris dans un « féminisme contrarié, dénié, suspect, une sorte de féminisme sans féminisme » (p. 189).

P. Boulland explore ensuite la politique d'encadrement en région parisienne entre 1944 et 1974 au travers de la sociobiographie. Il signale en particulier la forte insertion dans la culture communiste de ces cadres, souvent engagés très jeunes. Il souligne aussi qu'ils disposent d'un capital scolaire plus élevé que la moyenne, même s'il est dénié car il faut exhiber une trajectoire ouvrière, comme l'illustre le cas exemplaire de Marcel Rosette, qu'on laisse au lecteur le soin de découvrir (p. 207-208).

K. Morgan pose un regard comparatif sur la biographie collective des communismes français et britannique. Il signale notamment que le PC britannique, bien plus faible, est sans doute moins ostracisé que son homologue français. Il plaide en faveur d'une large contextualisation de l'engagement communiste comme partie intégrante d'une trajectoire personnelle, et invite à ne pas se focaliser uniquement sur les cadres. Car, comme il le rappelle, les communistes qui comptent dans les années 1950 en Grande-Bretagne sont en réalité les intellectuels et surtout les cadres syndicalistes, plus que les membres de l'appareil. Enfin, C. Le Digol livre un propos historiographique et méthodologique sur la prosopographie, dont la place dans l'ouvrage n'est guère évidente.

L'ouvrage intéresse nécessairement les spécialistes du communisme, d'autant qu'il montre la circulation de pratiques sur tout le continent européen et de part et d'autre de la Seconde Guerre mondiale. De fait, les contributeurs se connaissent, travaillent en parallèle et leurs articles traduisent ces échanges : B. Studer et Y. Cohen analysent par exemple le même texte p. 35 et 92. Mais le livre intéresse aussi celles et ceux qui prêtent attention aux pratiques d'écriture : dans la confession, le journal intime, l'autobiographie d'institution, le rapport à soi, etc., des individus très divers (simples citoyens soviétiques, militants communistes convaincus, impétrants du parti) font l'expérience d'une subjectivation parfois paradoxale. En effet, la prise d'écriture, quand elle est exigée par les institutions communistes, est censée aboutir à la remise de soi la plus parfaite. Mais dans le même temps, cette pratique devient dans quelques cas proprement politique, s'écartant d'une certaine police communiste pour devenir hétérodoxe.

Xavier VIGNA

Centre Georges Chevrier, UMR 7366-Université de Bourgogne

DAVID MACEY,
Frantz Fanon, une vie,
 Paris, La Découverte, 2011, 599 p.,
 ISBN 978-2-7071-6980-8

Si *Peau noire, masques blancs* (1952) et *Les damnés de la terre* (1961) sont aujourd'hui des ouvrages connus au-delà des études sur les populations noires, leur auteur, Frantz Fanon, a fait l'objet de

peu de biographies. David Macey, un traducteur de l'université de Nottingham, s'est attelé à la tâche en 2011 en proposant un ouvrage de près de 600 pages ici traduit. Ce livre est le premier volume d'un diptyque sur la vie (*Frantz Fanon, une vie*) et l'œuvre (*Frantz Fanon, œuvres*) de l'auteur martiniquais. L'objet est de restaurer Fanon comme un penseur qui a marqué plusieurs générations de chercheurs et de militants, et initié une pensée postcoloniale voire décoloniale.

Douze chapitres relativement chronologiques alternent les anecdotes sur la découverte de Fanon par un D. Macey alors étudiant explorant le quartier latin des années 1960, des bribes d'entretiens avec d'anciens combattants du FLN, avec son épouse Josie, et des articles de presse sur l'Algérie coloniale. D. Macey explique que les damnés de la terre sont toujours là. Sans les identifier, il cherche à démontrer qu'en tentant d'oublier la guerre d'Algérie, rupture majeure dans un imaginaire de la grandeur coloniale, la France a également enseveli la figure de Fanon. Il transforme ce dernier en un symbole de la pensée postcoloniale sans évoquer la compétition des mémoires qui s'est jouée et se joue en France comme en Algérie (mémoire coloniale, mémoire de la guerre d'Algérie, mémoire de l'indépendance algérienne). L'auteur semble aspirer à une postérité retrouvée à laquelle cet ouvrage doit contribuer. Pourtant cette dernière existe. Fanon est lu à travers le monde et pas uniquement dans les milieux universitaires. Ses ouvrages ont été et sont des références tant pour les révolutionnaires d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie dans les années 1960 et 1970 que pour les nationalismes afro-américains ou les militants de la « conscience noire » en Europe aujourd'hui.

L'ouvrage raconte comment Fanon prend progressivement conscience de son existence subalterne imposée par un dominant blanc et occidental. De la Martinique, marquée par un nivellement racial hérité de classifications esclavagistes, à l'Algérie coloniale en passant par la France, il saisit « l'expérience vécue du noir ». Ce chiasme entre un soi et une représentation exogène, « une coque calcifiée », selon l'expression d'A. Mbembé (*Critique de la raison nègre*, 2013, p. 67) génère une angoisse chez le noir désireux de s'identifier au blanc. Comme le note l'auteur sans toutefois l'analyser, cette « expérience vécue » s'est construite à travers celle de Fanon, ses interrogations sur l'appartenance et la race, la lecture de philosophes comme Merleau-Ponty ou des rencontres. D. Macey décrit, à raison, la vie de Fanon comme une trajectoire mais celle-ci n'est pas isolée du monde comme il semble l'entendre. En effet, l'auteur dépeint un être austère, secret, finalement mal connu de tous, qui se tient éloigné d'un contexte politique qui l'a pourtant fait émerger. Les décennies 1940 à 1960 furent marquées par des événements forts (la Seconde Guerre mondiale, la fin des empires coloniaux et la décolonisation) qui ont modelé la vie et la pensée de Fanon. Ses voyages, ses choix de carrière et son engagement furent liés à ce contexte politique local et international en mouvement. De la Martinique soumise à l'autorité du régime de Pétain à l'Algérie coloniale et indépendante, Fanon s'est nourri de son époque, comme l'attestent ses écrits publiés ou non. Il évoque une phénoménologie de l'oppression et du racisme qui doit tout autant à sa rencontre avec des patients algériens de l'hôpital de Blida qu'à l'Algérie du FLN, lieu de jonction de nombreuses

circulations révolutionnaires internationales. Celui que D. Macey décrit pourtant comme un « penseur révolutionnaire » se saisit des tensions coloniales, raciales, politiques et économiques pour en extraire une pensée novatrice qui débouche notamment sur la publication de *L'an V de la révolution algérienne* (1959) et *Pour la révolution africaine* (1964). Si l'auteur insiste à juste titre sur ce moment charnière, il évite de questionner la vie de Fanon au prisme de cette histoire.

L'intérêt de cet ouvrage est qu'il fut la première biographie de Fanon publiée en français. Cependant, ce livre n'est pas une biographie historique et encore moins une analyse scientifique de la trajectoire politique et intellectuelle de Fanon. Il s'agit plutôt d'une longue et parfois laborieuse déambulation au fil des souvenirs et des lectures de l'auteur. D. Macey fonde son propos uniquement sur des extraits d'œuvres de Fanon et des informations essentiellement issues de la presse, d'œuvres littéraires et de rares ouvrages scientifiques. Il ne s'agit pas d'une enquête menée auprès de ceux qui ont connu Fanon ni d'une étude critique sur sa pensée comme celle qu'a récemment proposée le philosophe M. Renault (*Frantz Fanon : de l'anticolonialisme à la critique postcoloniale*, 2011). D. Macey raconte la vie de Fanon en composant son Fanon. Il n'explore pas le lien entre vie, engagement et pensée de la conscience noire pourtant au cœur de son parcours. Ce récit décousu oblitère la complexité de l'homme et de son œuvre. Les nombreuses digressions et les incertitudes sur la chronologie des faits et actions de Fanon ne font qu'ajouter à la confusion du lecteur. L'auteur émet des hypothèses rarement vérifiées. Il tente par exemple de déterminer quand Fanon a rédigé *Peau noire, masques blancs*. Il suppose que Fanon a commencé un an après son arrivée à Lyon en 1947 lorsqu'il était étudiant en psychiatrie. Mais il avoue plus loin (p. 146) qu'au-delà du déroulé supposé de ses études aucune source ne confirme que ce travail a germé dans la tête d'un étudiant de 21 ans.

Cet ouvrage fait date car il est, à quelques mois près, la première biographie de Fanon disponible en français. Mais l'absence de démarche claire en amoindrit le propos. Deux ouvrages pallient ce manque aujourd'hui : celui de M. Renault déjà mentionné, et celui du philosophe américain L. Gordon (*What Fanon Said : A Philosophical Introduction to His Life and Thought*, 2015). Tous deux proposent la vie de Fanon comme un triptyque : pensée, engagement et histoire.

Sarah FILA-BAKABADIO
Université de Cergy-Pontoise

**LUDIVINE BANTIGNY, FANNY GALLOT,
FRÉDÉRIC THOMAS (ÉD.),**
Sexualités en révolutions. XIX^e-XXI^e siècle
(*Dissidences*, n° 15),
Lormont, Le Bord de l'Eau, 2016, 254 p.,
ISBN 978-2-35687-440-5

Le quinzième numéro de la revue *Dissidences* propose de réfléchir sur la manière dont les sexualités sont appréhendées et débattues dans les organisations révolutionnaires en posant une question, initialement soulevée par Charles Fourier en 1816 dans *Le nouveau monde amoureux*, reprise en 1971 par les militantes du journal *Tout!*, vieille de deux siècles : la culture révolutionnaire est-elle indissociable d'une révolution sexuelle assumée comme telle ? Les douze articles, centrés sur l'expérience française mais traitant aussi d'autres pays, mettent en évidence les zones d'ombre, les contradictions et les tensions liées à l'articulation entre la question des sexualités et le projet révolutionnaire, autour de trois axes.

Le premier traité de la théorisation des sexualités émancipées. En s'appuyant sur l'analyse de *La femme libre* et des pamphlets de Claire Démar, B. Kolly montre que les propositions des saint-simoniennes des années 1830, en dépit de leurs divergences, lient leur émancipation morale, affective et sexuelle à un processus de libération politique, sans pour autant employer le vocabulaire d'une «révolution» dont elles semblent prendre le chemin. J.-G. Lanuque étudie la postérité française des écrits d'Alexandra Kollontaï, militante féminine soviétique, de sa mort en 1952 jusqu'à la fin des années 1970, et estime que la redécouverte de ses réflexions, surtout celles sur la sexualité, coïncide avec l'essor du féminisme, l'apparition du MLF et l'imprégnation de ces revendications par la mouvance trotskyste. Reconnue pionnière, Kollontaï fut cependant l'objet d'une «mémoire fragmentée, voire écartelée» en raison de sa fidélité au parti et à l'URSS qui empêche les trotskystes de la considérer comme l'une des leurs. Après avoir proposé une lecture critique de l'essai *Surréalisme et sexualité* (1971) de Xavière Gauthier, F. Thomas réévalue et recontextualise le positionnement surréaliste par rapport à la sexualité en se fondant sur les premières séances de «Recherches sur la sexualité» (1928-1932). Il démontre que la discussion sur la connexion ou la déconnexion entre amour et sexualité, tout comme la condamnation de l'homosexualité et la défense de la monogamie, se déploient sur la base de valeurs morales et suscitent autant de clivages (Breton/Aragon) qu'une volonté commune : celle, à la suite de Rimbaud et dans une perspective révolutionnaire, de réinventer l'amour en lui restituant sa tonalité menaçante et bouleversante. En relisant les chapitres du *Deuxième sexe* (1949) consacrés au «matérialisme historique» et en les mettant en perspective avec l'œuvre de l'auteure, F. Schoumacher juge que l'ouvrage, bien qu'étant le premier à poser le corps sexué comme objet d'investigation phénoménologique, donne «une image confuse et mutilée de la question des femmes» en raison des erreurs et des contresens de Beauvoir sur le marxisme. Enfin, dans un article théorique, L. Bantigny s'interroge sur la façon dont les sciences sociales ont traité la politisation des sexualités depuis quarante ans.

La seconde partie s'intéresse aux expériences et aux pratiques militantes en France et à l'étranger. Deux contributions analysent la manière dont les sexualités sont organisées et pensées au sein des guérillas du Sud. À l'aide d'archives de propagande, G. Ricordeau démontre que le mouvement communiste philippin, le CPP-NPA, fut amené, au nom de la lutte pour la libération nationale, à ériger un droit civil «révolutionnaire» appliqué *underground* à ses membres, plus progressiste que celui de l'État philippin, notamment pour les femmes et les homosexuels, alors contraints de considérer la lutte des classes comme leur seule voie d'émancipation. En s'appuyant sur des entretiens et l'analyse de l'*Estatuto*, texte fondateur des FARC-EP, É. Gamache décrypte la réglementation de la sexualité érigée au sein du mouvement révolutionnaire colombien, et montre que les idéaux révolutionnaires et progressistes énoncés peinent à résister aux impératifs de sécurité liés à la guerre, aux rivalités de pouvoir ainsi qu'à l'ancrage rural et conservateur de ses recrues, laissant ainsi subsister des relations d'oppression en contexte révolutionnaire. Les trois autres articles portent sur la France des années 1970. L. Pinhas retrace le parcours tortueux d'un petit groupe ayant décidé de concilier militantisme homosexuel et militantisme politique, d'abord au sein de la Ligue communiste révolutionnaire puis en dehors, via la création de la revue *Masques*, à une époque où les mouvements révolutionnaires étaient fermés voire hostiles aux revendications homosexuelles, par crainte de froisser les ouvriers. F. Gallot propose enfin deux études : l'une sur le traitement

de la question du viol par l'OCT (Organisation communiste des travailleurs) et la LCR qui, en parallèle de leur lutte pour la reconnaissance du viol, voient dans ce combat l'occasion de dénoncer la « justice bourgeoise », répressive et inégalitaire. L'autre, très brève, avance l'hypothèse que la pédophilie fut considérée comme un enjeu du combat révolutionnaire au nom de la lutte contre l'institution familiale.

La dernière partie traite de la perception et du traitement des sexualités dans des espaces marginaux via des mouvements informels. En s'appuyant sur des recherches menées au sein de cinq prisons françaises de 2006 à 2008, A. Gaillard décrit la double hiérarchie, sociale et sexuelle, imposée par le milieu carcéral, véritable « conservatoire de la masculinité », et reproduite par les détenus, qui usent toutefois de la force du nombre pour infléchir la norme masculine hétérosexuelle. À partir d'autobiographies et d'articles de presse, F. Tamagne propose enfin une généalogie du phénomène des « groupies », le plus souvent des jeunes femmes se revendiquant de la libération sexuelle, mais dont l'idéal, peu imprégné d'une culture féministe, apparaît plutôt « conforme aux aspirations de la société *straight* ».

Mickaël STUDNICKI

Lycée du Sacré-Cœur, Loos et IRHIS-Université Lille 3

JEAN-LOUIS GUEREÑA (ÉD.),

Sexualités occidentales. XVIII^e-XXI^e siècle,

Tours, Presses universitaires François-Rabelais,
2014, 540 p., ISBN 978-2-86906-376-1

Cet ouvrage rassemble la majorité des interventions du colloque « Penser les sexualités dans l'histoire » qui s'est tenu à l'université François-Rabelais de Tours en février 2011. Le choix du titre et l'emploi

du pluriel traduisent tant une filiation, clin d'œil au travail pionnier publié en 1982 par P. Ariès et A. Béjin dans le numéro 35 de la revue *Communications*, qu'une ambition, celle de dresser un bilan des recherches portant sur l'histoire des sexualités à l'époque contemporaine dans une approche pluridisciplinaire et pluriculturelle.

Les vingt-deux articles abordent la sexualité en s'appuyant sur des sources variées centrées principalement sur l'aire hispanique et la France mais aussi l'Afrique, l'Allemagne, les États-Unis et le Royaume-Uni, et sont regroupés en quatre parties rendant compte des champs actuels de la recherche : les normes de la masculinité et de la féminité, les territoires de l'homosexualité, les vecteurs de l'érotisme et de la pornographie, le rapport entre sexe et race.

Les premiers articles questionnent les normes sexuelles et s'inscrivent, pour trois d'entre eux, dans le champ en plein essor de l'histoire des masculinités. À l'aide de sources judiciaires, M. Walin montre que les procès en nullité de mariage pour impuissance en Espagne dans le premier tiers du XIX^e siècle s'inscrivaient dans un dispositif visant à sanctionner les impuissants, diminués dans leur virilité, afin de mieux réaffirmer la norme sexuelle. À travers l'étude de la revue *Blanca* (1923-1936), R. Cleminson s'intéresse aux discours des anarchistes espagnols sur la masculinité, tandis que B. Hanoun propose une analyse de la masculinité allemande en crise via une lecture comparative des romans *Berlin Alexanderplatz* (1929) et *Quarante jours* (2006). Les articles de N. Aresti et de M.-A. Barrachina sont centrés sur les discours progressistes en matière de sexualité et les discours médicaux sur la maternité et la féminité dans l'Espagne des années 1920-1930.

La seconde partie comporte cinq articles traitant des « territoires de l'homosexualité » et un consacré aux « amours incestueux ». En se fondant sur des récits

variés, F. Giuliani retrace le parcours d'individus ayant choisi de vivre une sexualité consentante de nature adelphique, posant à la société la question de l'articulation du droit et de la morale. F. Vasquez Garcia éclaire une affaire restée dans les mémoires mais paradoxalement méconnue : celle du scandale, sur fond de prostitution homosexuelle, qui coûta sa place au gouverneur Ribot en 1898, déboucha sur une crise politique et donna de Cadix l'image d'une ville sexuellement ouverte. En exploitant des sources judiciaires barcelonaises, G. Huard avance l'hypothèse que la répression des homosexuels sous le franquisme se limita aux classes populaires, celles dont le mode de vie était associé à la délinquance ou à la prostitution, et démontre l'existence d'une subculture homosexuelle, centrée sur les bars, les clubs, les cinémas et les lieux de drague du quartier *Barrio Chino*. A. Servel s'intéresse au militantisme des mouvements LGBT aux États-Unis et montre comment chaque groupe a puisé dans le passé pour créer un militantisme pouvant s'adapter à ses revendications. É. Marolleau propose une lecture politique du cinéma *new queer* étatsunien depuis les années 1990 qui, en jouant sur la subversion, la provocation et l'expérimentation, cherche à rendre visible les *queers* en faisant d'eux des producteurs d'histoires.

La troisième partie porte sur la représentation du sexe à travers la littérature et les images. P. Mauclair décrypte *L'âme des putains* (1772) de Fernandez de Moratin, œuvre courte expliquant l'art et le fonctionnement de la prostitution, condamnée par l'Inquisition et longtemps promise à la clandestinité. Se présentant comme un réformateur éclairé, l'auteur fait l'éloge de la prostitution, critique le clergé et la noblesse, mais sans se départir de ses préjugés misogynes d'homme de la petite bourgeoisie. Trois articles s'intéressent à des œuvres littéraires : J. Amicola propose une relecture des écrits du fondateur du sado-masochisme, Sacher-Masoch, autour du concept de *queerness*; P. Chardin présente une interprétation de la jalousie sexuelle dans l'œuvre de Proust; G. Camenen étudie l'érotisme dans les textes de l'écrivain argentin Alain Pauls. Dans sa contribution sur les collections populaires d'éducation sexuelle en Espagne de la fin du XIX^e au premier tiers du XX^e siècle, J.-L. Guereña montre que ces ouvrages tendent à valoriser la famille traditionnelle et la sexualité maritale en utilisant une caution médicale, et pose des jalons pour une étude de plus grande ampleur, centrée sur les collections à grande diffusion. M. Rodemacq propose une étude consacrée au commerce des « photographies obscènes » à Paris entre 1855 et 1930, « premier âge de l'industrie pornographique », fonctionnant sur la base d'un réseau industriel où le modèle est la matière première, le photographe et l'éditeur sont les piliers de la production, les vendeurs et les distributeurs représentent des agents de diffusion. Ce schéma commercial vise à conquérir une clientèle d'abord bourgeoise avant de se démocratiser à partir de 1914.

La dernière partie comporte des articles traitant d'une problématique plus récente, celle de l'intersectionnalité race/sexe/classe, bien résumée par la contribution théorique de M. Zapata. C. Tarraud s'appuie sur les onze clichés réalisés autour du thème de la prostitution contenus dans *Hygiène, médecine et chirurgie au Maroc ou l'œuvre médicale française au Maroc* (1937) d'Édouard Sarrat, pour étudier le rapport entre pratique médicale, discours hygiéniste et domination coloniale. La « visite des organes », synonyme d'humiliation individuelle et collective pour les prostituées indigènes, prouve que la domination coloniale s'exerçait jusque dans l'intimité des corps. À travers les récits autobiographiques des militants nationalistes noirs des années 1960-1970, C. Raynaud utilise l'intersectionnalité pour mettre en évidence la complexité des relations raciales et des rapports hommes-femmes chez des personnes

se trouvant au croisement de plusieurs assujettissements. C. Ramat analyse les représentations de la sexualité chez plusieurs dramaturges africains contemporains, tels Sony Labou Tansi ou Caya Makélé, pour montrer que leur écriture, alliant violence, provocation et burlesque, se veut autant politique que subversive.

L'ouvrage dresse en définitive un panorama des problématiques actuelles de l'histoire des sexualités, tout en posant quelques jalons pour des objets d'étude nouveaux.

Mickaël STUDNICKI

Lycée du Sacré-Cœur, Loos et IRHiS-Université Lille 3